



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Arrêté du 23 JUIL. 2020 autorisant la société GARDET ET DE BEZENAC Environnement à exploiter des installations de stockage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage, de tri, transit et regroupement de déchets, de valorisation des déchets plastiques, de démantèlement d'unités ferroviaires, de traitement de pièces recouvertes de peinture au plomb ou d'amiante, de déchetterie réservée aux professionnels et valant agréments « centre VHU » n° PR 76 00043 D et déchets d'emballages sur la commune de GRÉMONVILLE

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

- Vu le code de l'environnement, notamment son livre V ;
- Vu La nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du 1er avril 2019 portant nomination du préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime (hors classe) – M. DURAND (Pierre-André) ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 19-153 du 13 septembre 2019 portant délégation de signature à Monsieur Vincent NATUREL, secrétaire général adjoint de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté du 31 mai 2012 modifié fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;
- Vu l'arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral de dispense d'évaluation environnementale du 8 octobre 2019
- Vu Les actes antérieurs et notamment l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2012 (modifié par les arrêtés préfectoraux du 17 mai 2016, du 1^{er} décembre 2017 et du 12 octobre 2018) autorisant la société GARDET et DE BEZENAC Environnement à exploiter les installations de stockage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage, de tri, transit et regroupement de déchets et une déchetterie réservée aux professionnels sur le site sis au 582, rue des Tilleuls – Lieu-dit « Le Gal » – GREMONVILLE (76970), et valant agréments « centre VHU » n° PR 76 00043 D et déchets d'emballage ;

Vu la demande en date du 27 août 2019 (complétée le 6 septembre 2019 et le 13 mai 2020) par laquelle la société GARDET et DE BEZENAC Environnement, dont le siège social est 582, rue des Tilleuls – Lieu-dit « Le Gal » – 76970 GREMONVILLE, sollicite l'installation d'une ligne de granulation pour valorisation des déchets plastiques, le développement de l'installation de démantèlement d'unités ferroviaires (avec l'ajout de 3 lignes de désamiantage) et le traitement de pièces recouvertes de peinture au plomb ou d'amiante sur son site sis à la même adresse sur le territoire de la commune de GREMONVILLE (76970) ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 15 juillet 2020 ;

Vu la transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant le 20 juillet 2020 ;

Vu les observations formulées par l'exploitant par courriel du 21 juillet 2020 ;

Considérant

que la société GARDET et DE BEZENAC Environnement a transmis à l'inspection, par courrier du 27 août 2019 (complété le 6 septembre 2019 et le 13 mai 2020), un dossier de porté-à-connaissance concernant :

- l'installation d'une ligne de granulation pour valorisation des déchets plastiques,
- le développement de l'installation de démantèlement d'unités ferroviaires (motrices et remorques), avec l'ajout de 3 lignes de désamiantage, sur une surface dédiée de 7 890 m²,
- le traitement de pièces recouvertes de peinture au plomb ou d'amiante,
- la suppression de l'installation pilote de traitement des déchets d'amiante,
- l'ajout d'une installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre,
- et la mise à jour des listes des codes déchets acceptés dans les installations de tri, transit, regroupement des déchets dangereux (via l'ajout de nouveaux codes déchets) ;

que ces modifications entraînent un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé le 9 janvier 2012 ;

que ces modifications ne sont pas considérées comme une modification substantielle au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement, et de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 ;

qu'aux termes de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

que les conditions d'exploitation, telles que définies par les prescriptions ci-jointes, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de l'environnement ;

qu'il y a lieu de mettre à jour les dispositions relatives aux conditions d'exploitation du site ;

que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies.

ARRÊTE

Article 1^{er} –

La société GARDET ET DE BEZENAC, dont le siège social est situé au n°582, rue des Tilleuls à GRÉMONVILLE, est tenue de respecter les prescriptions techniques ci-annexées pour l'exploitation des installations situées à la même adresse sur le territoire de la commune de GREMONVILLE.

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux du 30 octobre 2012, 17 mai 2016, 1^{er} décembre 2017 et 12 octobre 2018, autorisant et réglementant l'exploitation des installations du site sur la commune de GRÉMONVILLE, sont abrogées et remplacées par celles du présent arrêté.

En outre, l'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre III) – partie législatives et réglementaires – du code du travail, et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

Article 2 –

Une copie du présent arrêté est tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution et est affichée en permanence de façon visible à l'intérieur du site.

Article 3 –

L'établissement est soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées et de l'inspection du travail, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique.

Article 4 –

En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté peut faire l'objet, indépendamment de sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par la législation sur les installations classées.

Sauf cas de force majeure, le présent arrêté cesse de produire effet si l'établissement n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

Article 5 – Délais et voies de recours

Les délais de caducité de l'autorisation environnementale sont ceux mentionnés à l'article R. 181-48 du Code de l'environnement.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de ROUEN :

1° par les demandeurs, ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où ledit acte lui a été notifié ;

2° par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- l'affichage en mairie dudit acte dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ;
- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° de l'article R. 181-44 ; cette publication est réalisée par le représentant de l'État dans le département, dans un délai de quinze jours à compter de son adoption.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

Le tribunal administratif peut être saisi via l'application Télérecours citoyens, accessible par le site www.telerecours.fr.

Article 6 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R 181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté d'autorisation environnementale est déposé en mairie de GRÉMONVILLE et peut y être consulté.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de GRÉMONVILLE. Le maire de la commune de GRÉMONVILLE fait connaître, par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Seine-Maritime, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 7 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le maire de GRÉMONVILLE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, , ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ROUEN, le

23 JUL, 2020

Pour le préfet de la Seine-Maritime
et par délégation,
le secrétaire général adjoint,

A stylized, handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Vincent NATUREL

Vu pour être annexe
à mon arrêté en date
du : 23 JUIL. 2020
Le Préfet,

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint

Vincent NATUREL

Sommaire

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....	3
CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION.....	3
CHAPITRE 1.2. NATURE DES INSTALLATIONS.....	4
CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION.....	9
CHAPITRE 1.4. DURÉE DE L'AUTORISATION.....	9
CHAPITRE 1.5. PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT.....	9
CHAPITRE 1.6. GARANTIES FINANCIÈRES.....	10
CHAPITRE 1.7. MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ.....	12
CHAPITRE 1.8. ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES.....	13
CHAPITRE 1.9. RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS.....	13
CHAPITRE 1.10. APPLICATION DE LA DIRECTIVE 2010/75UE.....	14
TITRE 2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT.....	16
CHAPITRE 2.1. EXPLOITATION DES INSTALLATIONS.....	16
CHAPITRE 2.2. DEMANDES DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES.....	16
CHAPITRE 2.3. RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES.....	16
CHAPITRE 2.4. INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE.....	16
CHAPITRE 2.5. PRÉVENTION DES ÉMISSIONS LUMINEUSES.....	16
CHAPITRE 2.6. DANGERS OU NUISANCES NON PRÉVENUS.....	17
CHAPITRE 2.7. INCIDENTS OU ACCIDENTS.....	17
CHAPITRE 2.8. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION.....	17
TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.....	18
CHAPITRE 3.1. CONCEPTION DES INSTALLATIONS.....	18
CHAPITRE 3.2. CONDITIONS DE REJET.....	18
TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	20
CHAPITRE 4.1. PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU.....	20
CHAPITRE 4.2. COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES.....	20
CHAPITRE 4.3. TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU.....	21
TITRE 5 - DÉCHETS.....	26
CHAPITRE 5.1. PRINCIPES DE GESTION.....	26
CHAPITRE 5.2. DÉCHETS PRODUITS SUR LE SITE.....	29
CHAPITRE 5.3. DÉCHETS ACCUEILLIS, TRAITÉS ET/OU REGROUPÉS SUR LE SITE.....	30
CHAPITRE 5.4. PRÉSENTATION DES INSTALLATIONS DU SITE RELATIVES AUX DÉCHETS.....	35
CHAPITRE 5.5. INSTALLATION DE STOCKAGE, DÉPOLLUTION, DÉMONTAGE, DÉCOUPAGE DE VHU ET DIFFÉRENTS MOYENS DE TRANSPORT HORS D'USAGE.....	37
CHAPITRE 5.6. AGRÈMENT DE L'INSTALLATION DE DÉMONTAGE DES VHU.....	38
CHAPITRE 5.7. AGRÈMENT DES INSTALLATIONS DE COLLECTE ET TRI D'EMBALLAGES.....	41
CHAPITRE 5.8. INSTALLATION DE TRI, TRANSIT, REGROUPEMENT ET TRAITEMENT DES DÉCHETS.....	41
CHAPITRE 5.9. DÉCHETTERIE.....	43
TITRE 6 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS.....	44
CHAPITRE 6.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	44
CHAPITRE 6.2. NIVEAUX ACOUSTIQUES.....	44
CHAPITRE 6.3. VIBRATIONS.....	45

TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	46
CHAPITRE 7.1. CARACTÉRISATION DES RISQUES.....	46
CHAPITRE 7.2. INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS.....	46
CHAPITRE 7.3. GESTION DES OPÉRATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES POUVANT PRÉSENTER DES DANGERS.....	48
CHAPITRE 7.4. PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES.....	49
CHAPITRE 7.5. MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS.....	50
TITRE 8 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.....	52
CHAPITRE 8.1. PHASE CHANTIER.....	52
CHAPITRE 8.2. ÉDIFICATION ET ENTRETIEN DES MERLONS.....	53
TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS.....	55
CHAPITRE 9.1. PROGRAMME DE SURVEILLANCE.....	55
CHAPITRE 9.2. MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DU PROGRAMME DE SURVEILLANCE.....	55
CHAPITRE 9.3. SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS.....	56
CHAPITRE 9.4. BILANS PÉRIODIQUES.....	56
TITRE 10 - ÉCHÉANCES ET PÉRIODICITÉ DE CONTRÔLES.....	58
TITRE 11 - ANNEXES.....	59

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES**CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION****ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION**

La société GARDET ET DE BEZENAC ENVIRONNEMENT dont le siège social est situé au 582 rue des Tilleuls à GRÉMONVILLE, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de GRÉMONVILLE (76 970), lieu-dit « Le Gal » au 582 rue des Tilleuls les installations détaillées dans les articles suivants.

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux du 30 octobre 2012, 17 mai 2016, 1^{er} décembre 2017 et 12 octobre 2018 autorisant et réglementant l'exploitation des installations du site sur la commune de GRÉMONVILLE sont abrogées et remplacées par celles du présent arrêté.

ARTICLE 1.1.2. INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

ARTICLE 1.1.3. AGRÉMENT DES INSTALLATIONS

La présente autorisation préfectorale vaut agrément « centre VHU » (démolisseur) et agrément « emballages » selon les caractéristiques suivantes :

NATURE DU DÉCHET	PROVENANCE INTERNE/EXTERNE	QUANTITÉ MAXIMALE AN- NUELLE ADMISE	CONDITIONS DE VALORISA- TION
Véhicules Hors d'Usage (VHU) hors trains	Autres Centre VHU agréé Départements de Seine-Mari- time et limitrophes (véhicules légers)	100 VHU soumis à agrément	50 m ² pour le transit de VHU dépollué
Emballages issus d'activités économiques (cartons, films plastiques, palettes...)	EXTERNE	40 000 t papiers – cartons 7 500 t plastiques	Tri, mise en balles Expédition pour une valorisation ma- tière

La société GARDET et de BEZENAC Environnement est agréé sous le numéro PR 76 00 043 D pour effectuer la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage sur son site.

En particulier, l'exploitant tient un registre de traçabilité des VHU envoyés au broyeur dûment agréé et dispose, le cas échéant, d'une attestation de capacité de catégorie 5 pour la manipulation des fluides frigorigènes.

CHAPITRE 1.2. NATURE DES INSTALLATIONS**ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

La société GARDET et DE BEZENAC Environnement est autorisée à exploiter, sur la commune de GRÉMONVILLE, une installation de traitement, transit de déchets dangereux et non dangereux répertoriée dans la nomenclature des installations classées sous les rubriques :

Rubrique	Régime	Désignation de l'activité	Caractéristique du site / volume autorisé
3510	A	<p>Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 t par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – traitement biologique ; – traitement physico-chimique ; – mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 ; – reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 ; – récupération/régénération des solvants ; – recyclage/récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques ; – régénération d'acides ou de bases ; – valorisation des composés utilisés pour la réduction de la pollution ; – valorisation des constituants des catalyseurs ; – régénération et autres réutilisations des huiles ; – lagunage. 	<p>Mélange ou reconditionnement de déchets dangereux liquides (3420t/250 j) : 14 t/j</p> <p>Broyage des emballages vides souillés : 3 t/j</p> <p>Regroupement des DEEE relevant de la rubrique n°2711 : (800 m3, 800t/250 j) : 4t/j</p> <p>Sablage des pièces métalliques recouvertes d'amiante/plomb relevant de la rubrique n°2790 : 1 t/j</p> <p>capacité totale de 22 t/j</p>
3550	A	<p>Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 t, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.</p>	<p>Transit de déchets dangereux relevant de la rubrique n°2710 : 4 t</p> <p>Transit DEEE relevant de la rubrique n°2711 : 800 m³ soit à minima 800 t</p> <p>Transit de déchets dangereux relevant de la rubrique n°2718 : 1140 t</p> <p>Total de 1 944 t</p>
3532	NC	<p>Valorisation ou mélange de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE :</p> <ul style="list-style-type: none"> – traitement biologique ; – prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la co-incinération ; – traitement du laitier et des cendres ; – traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants. 	<p>Broyage de déchets métalliques : 45 t/j</p>
2712-1	E	<p>Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719.</p> <p>1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m².</p>	<p>7890 m² dédiée à l'activité de démantèlement et dépollution de trains, d'automobiles hors d'usage, d'engins militaires terrestres, de divers matériels roulants à déconstruire, etc.</p> <p>et 50 m² pour le transit de VHU dépollué (Véhicules légers)</p> <p>Surface totale de 7940 m²</p>

Rubrique	Régime	Désignation de l'activité	Caractéristique du site / volume autorisé
2712-2	A	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 2. Dans le cas d'autres moyens de transports hors d'usage, autres que ceux visés aux 1 et 3, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 50 m ² .	Surface de 500 m ²
2718-1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. 1. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances et préparations dangereuses mentionnées à l'article R 511-10 du code de l'environnement, susceptibles d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges.	<u>Transit et regroupement de déchets dangereux</u> 1 060 t réparties comme suit : – déchets toxiques : 1,8 t – déchets dangereux pour l'environnement (toxiques pour les organismes aquatiques): 40 t – déchets présentant des risques physiques (combustibles, inflammables, alcools...) : 950 t – déchets liquides inflammables : 60 t – bois dangereux : 20 t – métaux dangereux : 25 t – gravats dangereux : 10 t – amiante : 25 t Autres déchets dangereux : 80 t dont : – déchets d'emballages et de produits étiquetés H400/H410 : Acides, bases = 10 t Phytopharmaceutiques = 5 t – déchets d'emballages et de produits étiquetés H220/H221 : Aérosols et générateurs de gaz = 13,25 t – Déchets d'emballages et de produits étiquetés H224/H225/H226/H250 et de point éclair inférieur à 100 °C : Pâteux = 35 m3 Solvants usagés, déchets contenant des huiles ou hydrocarbures = 25 m3 Quantité totale : 1 140 t
2790	A	Installation de traitement de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795.	Broyage d'emballages vides, souillés par des déchets dangereux (broyeur lent de 45 kW) Quantité traitée = 3 t/j et Traitement par sablage des pièces couvertes de peinture de plomb ou d'amiante Quantité traitée : 1 t/j Soit une quantité maximale de traitement de déchets dangereux autre que VHU de 4 t/j pour l'ensemble du site
2791-1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2791. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j.	Broyage de déchets non dangereux (broyeur 160 kW) Quantité traitée = 45 t/j Cisaille métaux ferreux et non ferreux, Quantité traitée = 120 t/j Transformation des déchets plastiques (Broyage puis extrusion : extrudeuse principale et laboratoire) Quantités traitées = 9 t/j Quantité totale traitée : 174 t/j

Rubrique	Régime	Désignation de l'activité	Caractéristique du site / volume autorisé
2713-1	E	Installation de transit, regroupement, tri ou de préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 m ² .	Transit, regroupement et tri de métaux, de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux et de déchets d'alliage de métaux non dangereux Surface totale de 10 000 m²
2714-1	E	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³ .	Transit, regroupement et tri de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc et bois Papier/cartons : 10 714 m ³ Plastiques : 4 166 m ³ Caoutchouc (pneus) : 90 m ³ Bois : 2 000 m ³ Volume total : 16 970 m³
2716-1	E	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³ .	Transit et regroupement de déchets non dangereux non inertes Volume en vrac : 1 670 m ³ Volume bennes (30 bennes de 30 m ³) soit : 900 m ³ Volume total : 2 570 m³
2710-1	DC	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 1. Dans le cas de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t.	Déchetterie réservée aux artisans et professionnels Quantité maximale de déchets dangereux présente dans l'installation : 4 t
2710-2	DC	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 2. Dans le cas de déchets non dangereux, le volume de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant : b) Supérieur ou égal à 100 m ³ et inférieur à 300 m ³ .	Déchetterie réservée aux artisans et professionnels Volume de déchets non dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation (6 bennes de 30 m³) soit : 180 m³
2515-1	D	1. Installations de broyage, concassage, criblage , ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : b) Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW.	Broyage concassage, criblage, mélange de déchets non dangereux inertes. Puissance du concasseur : 190 kW
2711-2	D	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719. Le volume susceptible d'être entreposé étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .	Transit et regroupement de DEEE Volume maximal : 800 m³
1435	NC	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs	Volume maximal annuel de carburant distribué Gas-oil : 400 m ³

Rubrique	Régime	Désignation de l'activité	Caractéristique du site / volume autorisé
		de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant inférieur ou égale à 500 m³ au total.	Fioul nouvelle génération : 90 m³
2517	NC	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant inférieure ou égale à 5 000 m².	Déchets non dangereux inertes Capacité de stockage = 6 000 m³
2715	NC	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant inférieur à 250 m³.	Déchet de verre stockage inférieur à 250 m³
2930-1	NC	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie. 1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur, la surface de l'atelier étant inférieure ou égale à 2 000 m².	Surface de l'atelier : 200 m²
47XX	NC	Substances nommément désignées inflammables, comburantes ou dangereuses pour l'environnement aquatique.	

A (Autorisation) ou E (Enregistrement) ou DC (Déclaration avec contrôle) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur le territoire de la commune de GRÉMONVILLE, sur les parcelles cadastrales suivantes :

COMMUNE	SECTION	PARCELLE
GRÉMONVILLE	ZH	75, 77, 80, 81, 89
	ZI	16, 24

La superficie totale du site est 145 201 m².

ARTICLE 1.2.3. AUTRES LIMITES DE L'AUTORISATION

Article 1.2.3.1. Surface occupée

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation, reste inférieure à 145 201 m².

Article 1.2.3.2. Quantités reçues et hauteurs limites

Les quantités de déchets et hauteurs maximales occupées par les déchets présents sur le site sont indiquées ci-après :

	Quantité annuelle reçue	Hauteur maximale
Véhicules Hors d'Usage (VHU), en attente de dépollution	30 000 tonnes	3 m
Ferrailles et fontes	60 000 tonnes	6 m
Métaux non ferreux	10 000 tonnes	6 m
Papiers, cartons	40 000 tonnes	Stockage vrac : 6 m
Plastique	7 500 tonnes	Stockage balles : 4,5 m (soit 4 balles)
Autres déchets d'activités économiques non dangereux (mélange, refus de tri, verre...)	35 000 tonnes	Stockage en Benne Stockage en vrac : 6 m
Bois	30 000 tonnes	6 m
Déchets verts	1 500 tonnes	6 m

	Quantité annuelle reçue	Hauteur maximale
Déchets dangereux (dont amiante)	3 420 tonnes	Stockage en local sur racks ou caisse palettes 3 m pour les stockages des contenants vidés de leur contenu à l'extérieur
Déchets inertes (gravats)	90 000 tonnes	8 m

Article 1.2.3.3. Horaires de fonctionnement

L'établissement fonctionne de 5h00 à 21h00 du lundi au vendredi. L'ouverture occasionnelle est permise le samedi.

L'accueil et l'expédition de déchets au sein de l'installation de tri, transit et regroupement de déchets sont autorisés du lundi au vendredi, de 6h00 à 20h00.

L'apport de déchets dans la déchetterie est autorisé de 7h30 à 17h30.

Article 1.2.3.4. Durée d'entreposage des déchets

Les déchets réceptionnés et générés sur site ne peuvent être entreposés dans l'établissement pendant une durée supérieure à 1 an avant élimination et 3 ans avant valorisation.

La durée maximum de stockage d'un VHU sur le site est de 2 mois.

ARTICLE 1.2.4. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

Les installations sont construites, équipées et exploitées conformément aux dispositions du présent arrêté ainsi notamment qu'à celles :

- de l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 (Installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial) ;
- de l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-2 (Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) ;
- de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2515 (Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels) ;
- de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous la rubrique n°2712 (Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage) ;
- de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (applicable à compter du 01/07/18) ;
- de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Trois installations principales composent le site d'exploitation :

- installation de stockage, dépollution et démontage de Véhicules Hors d'Usage (VHU) ;
- installation de tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;
- déchetterie réservée aux artisans et professionnels.

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

		SUPERFICIE
Zones de dépôt à l'air libre	Aire gravats	1 000 m ²
	Dépôt ferrailles, métaux et DEEE	10 000 m ²
	Aire VHU (hors tentes de désamiantage)	4 340 m ²
	Aire déchets non dangereux (ex-déchets industriels banals)	4 400 m ²
	Aire déchets industriels dangereux	1 250 m ²
Autres zones à l'air libre	Autres (voies d'accès, stationnement...)	32 320 m ²
	Espaces verts (aménagements paysager, merlons...)	70 136 m ²
	Bassins (réserves incendie, bassins de régulation et d'infiltration)	11 800 m ²
Total zones à l'air libre		135 246 m²
Bâtiments	Bâtiment production (chaînes de tri)	3 800 m ²
	Bâtiment principal : ligne plastique (production + stockage) + stockage de métaux non ferreux	1 515 m ²
	Bureaux (1 étage)	315 m ²
	Autres bâtiments dont bâtiment déchets dangereux (50 m ²) et comptoir métaux, chaudronnerie	600 m ²
	Tentes de désamiantage (VHU)	3600 m ²
	Locaux sociaux SNADEC	125 m ²
	Total Bâtiments	9955 m²
TOTAL Site		145 201 m²

Un bungalow est par ailleurs installé à l'arrière du bâtiment administratif afin d'accueillir les délégués du personnel.

Les installations, aires extérieures et bâtiments sont disposées et représentées conformément au plan annexé aux présentes prescriptions (annexe 1).

CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent les dispositions du présent arrêté et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4. DURÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.4.1. DURÉE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été exploitée durant **trois années consécutives**, sauf cas de force majeure.

CHAPITRE 1.5. PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT

ARTICLE 1.5.1. IMPLANTATION ET ISOLEMENT DU SITE

L'exploitation des installations est compatible avec les autres activités et occupations du sol environnantes.

Toute modification apportée au voisinage des installations de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation en application de l'article R 512-33 du Code de l'environnement.

CHAPITRE 1.6. GARANTIES FINANCIÈRES

ARTICLE 1.6.1. OBJET DES GARANTIES FINANCIÈRES

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées au **chapitre 1.2** de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la surveillance et la remise en état des installations (inertage des cuves, évacuation des déchets, clôture du site...) et toute intervention en cas d'accident sur celle-ci.

Ces garanties ne couvrent pas les indemnités dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par fait de pollution ou d'accident causé par l'installation.

ARTICLE 1.6.2. MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le montant total M des garanties financières à constituer s'élève à :

Ce montant est estimé à partir de la formule (issue de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012) et des données suivantes :

M = Sc (Me + α (Mi + Mc + Ms + Mg))			
Sc = Coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier. Sc = 1,10	Fixé par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012		
α = indice d'actualisation des coûts α = 1,05	l'indice TP01 pris dans l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 est celui de janvier 2011 (667,7). Le dernier indice TP01 connu à la date de la rédaction des présentes prescriptions est celui d'avril 2012 égal à 699,8. D'où un coefficient α de 1.05		
Me = <u>Mesures de gestion des produits dangereux et des déchets</u>	Montant estimé compte tenu de la montée en puissance progressive des installations :		
	Durée à compter de la mise en service des installations		
	De 0 à 4 ans	De 4 à 7 ans	Au-delà de 7 ans Capacités maximales autorisées dans les installations
Quantité maximale de déchets dangereux présents dans l'installation	350 t	720 t	1 140 t
Quantité maximale de déchets non dangereux présents dans l'installation	400 t	500 t	500 t (2 570 m3)
Montant Me estimé	161 250 €	305 240 €	459 380,00 €
Mi = <u>Montant neutralisation des cuves enterrées</u> Mi = 10 565 €	3 cuves de 20, 10 et 0,5 m3		
Mc = <u>Montant interdiction/limitation accès au site</u> Mc = 0 €	Site entièrement clôturé avec merlon en périphérie.		
Ms = <u>Montant surveillance des effets de l'installation sur l'environnement</u> Ms = 90 000 €	Installation de 2 piézomètres (un amont, un aval), site de 14 ha		
Mg = <u>Montant surveillance du site ; gardiennage</u> Mg = 0 €	L'entreprise a un contrat de surveillance par ronde avec entreprise spécialisée. Existence de vidéos reliées à poste central externe.		

	Durée à compter de la mise en service des installations		
	De 0 à 4 ans d'exploitation	De 4 à 7 ans d'exploitation	Au-delà de 7 ans d'exploitation Capacités maximales autorisées dans les installations
Quantité maximale de déchets dangereux présents dans l'installation	350 t	720 t	1 140 t
Quantité maximale de déchets non dangereux présents dans l'installation	400 t	500 t	500 t (2 570 m3)
Montant M des garanties financières	293 527	451 916	621 470

ARTICLE 1.6.3. ÉTABLISSEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

En même temps que la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 1.1.1 des présentes prescriptions, l'exploitant adresse au Préfet, avec copie à l'inspection des installations classées :

- l'acte de cautionnement attestant de la constitution de garanties financières actualisées pour la première période (montant TTC selon le taux applicable), établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières ;
- la valeur datée du dernier index publié TP01.

L'exploitant adresse à l'établissement garant une copie du présent arrêté.

ARTICLE 1.6.4. RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le renouvellement des garanties financières doit intervenir **au moins trois mois avant la date d'échéance**. Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, avec copie à l'inspection des installations classées, **au moins trois mois avant la date d'échéance**, un nouveau document établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

En particulier, un nouvel acte de cautionnement est adressé après deux, quatre et sept ans d'activité avec les montants M correspondants à l'article 1.6.2 et actualisés conformément à l'article 1.6.5 des présentes prescriptions.

La valeur datée du dernier index publié TP01 qui a permis le renouvellement devra être mentionnée sur le courrier de l'exploitant au préfet.

ARTICLE 1.6.5. ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Le montant des garanties financières doit être actualisé selon la formule d'actualisation ci-après :

$$M_n = M_r \cdot (I_n / I_r) \cdot (1 + TVAn) / (1 + TVAr)$$

M_n étant le montant des garanties financières à provisionner à l'année n et figurant dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières,

M_r étant le montant de référence des garanties financières fixé à l'article 1.6.2 des présentes prescriptions,

R et $TVAr$ étant respectivement l'indice TP01 et la TVA utilisés lors de l'établissement du montant de référence des garanties financières, soit un indice TP01 de référence I_r d'**avril 2012 égal à 699,8** et un taux de TVA de référence $TVAr$ égal à 0,196,

I_n et $TVAn$ étant respectivement l'indice TP01 et la TVA au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

ARTICLE 1.6.6. RÉVISION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Toute modification du rythme d'exploitation et/ou toute modification notable au sens de l'article R512-33 du code de l'environnement conduisant à une augmentation des coûts de remise en état et de surveillance nécessitent une augmentation du montant des garanties financières. Conformément aux dispositions de l'article R512-33 du code de l'environnement, l'exploitant est tenu d'en informer le préfet avec tous les éléments d'appréciation, comportant notamment le calcul révisé du montant des garanties financières.

ARTICLE 1.6.7. ABSENCE DE GARANTIES FINANCIÈRES

Outre les sanctions rappelées à l'article L516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.514-1 de ce code.

ARTICLE 1.6.8. APPEL DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le préfet met en œuvre les garanties financières :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant des opérations suivantes :
 - surveillance du site,
 - interventions en cas d'accident ou de pollution,
 - remise en état du site après exploitation,
 - après intervention des mesures prévues à l'article L514-1 du Code de l'Environnement,
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant.

ARTICLE 1.6.9. LEVÉE DE L'OBLIGATION DE GARANTIES FINANCIÈRES

L'obligation de garanties financières sera levée par arrêté préfectoral à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières et après que l'inspection des installations classées aura constaté que les travaux couverts par les garanties financières auront été normalement réalisés.

CHAPITRE 1.7. MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

ARTICLE 1.7.1. PORTER À CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 1.7.2. MISE À JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification importante substantielle telle que prévue à l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 1.7.3. ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.7.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

ARTICLE 1.7.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant. Cette déclaration doit mentionner s'il s'agit d'une personne physique, le nom, prénom et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse du siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration et doit être accompagnée de documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant et de la constitution de garanties financières.

Conformément à l'article R. 515-37 du code de l'environnement, les agréments « centres VHU » et « déchets d'emballages » sont délivrés dans les formes prévues par l'article R. 512-31 du même code.

ARTICLE 1.7.6. CESSATION D'ACTIVITÉ

En cas d'arrêt définitif d'une installation, celle-ci doit être placée dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.

L'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

Cette notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comprennent notamment :

- le plan à jour du site ;
- les interdictions ou limitations d'accès au site ;
- l'insertion du site de l'installation (ou de l'ouvrage) dans son environnement ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que des déchets présents sur le site ;
- les mesures de dépollution des sols éventuellement nécessaires ;
- les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;
- en cas de besoin, la surveillance des effets de l'installation sur son environnement ;
- les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

Ces mesures permettent à l'exploitant de placer son site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R.512-39-2 et R.512-39-3 du code de l'environnement.

L'exploitant remet le site dans un état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base mentionné à l'article L. 515-30 du code de l'environnement en tenant compte de la faisabilité technique des mesures envisagées.

En vue de cette remise en état, l'exploitant inclut dans le mémoire prévu à l'article R. 512-39-3 une évaluation de l'état de la pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges dangereux mentionnés au troisième alinéa de l'article R. 515-59 même si l'arrêt ne libère pas de terrains susceptibles d'être affecté à un nouvel usage.

L'exploitant propose également dans ce mémoire les mesures nécessaires pour cette remise en état.

CHAPITRE 1.8. ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-après :

Dates	Textes
	Articles R543-153 à R543-171 du code de l'environnement relatifs aux Véhicules
14/04/20	Arrêté modifiant l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage
17/12/19	Arrêté ministériel relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED
25/06/18	Arrêté modifiant une série d'arrêtés ministériels relatifs à certaines catégories d'installations classées
24/08/17	Arrêté modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement
25/04/17	Note relative aux modalités d'application de la nomenclature des installations classées pour le secteur de la gestion des déchets
22/12/11	Décret n° 2011-1934 relatif aux mélanges de déchets dangereux
31/07/12	Arrêté relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R516-1 et suivants du code de l'environnement
31/05/12	Arrêté relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées
31/05/12	Arrêté fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R516-1 du code de l'environnement
02/05/12	Arrêté relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage
29/02/12	fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement
31/01/08	Arrêté relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation
04/10/10	Arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
07/09/09	Arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5
30/05/05	Décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets.
20/04/05	Décret n° 2005-378 du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses.
02/02/98	Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
23/01/97	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
31/03/80	Arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion.

CHAPITRE 1.9. RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

CHAPITRE 1.10. APPLICATION DE LA DIRECTIVE 2010/75UE

ARTICLE 1.10.1. DÉSIGNATION DE LA RUBRIQUE PRINCIPALE

L'établissement GARDET et DE BEZENAC est visé dans l'annexe I de la directive européenne 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite « IED » pour ses activités de broyage de déchets métalliques, de transit et de traitement de déchets dangereux (respectivement rubriques 3510 et 3550).

La rubrique soulignée **3510** désigne la rubrique principale de l'établissement conformément à l'article R. 515-61 du code de l'environnement.

ARTICLE 1.10.2. BILANS PERIODIQUES

- Réexamen périodique :

Le réexamen périodique est déclenché à chaque publication au journal officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au BREF WT « traitement de déchets », conclusions associées à la rubrique principale définie à l'article 1.2.1.

Dans ce cadre, l'exploitant remet au préfet, en trois exemplaires, le dossier de réexamen prévu par l'article R. 515-71 du code de l'environnement, et dont le contenu est précisé à l'article R. 515-72 dudit code, dans les douze mois qui suivent cette publication. Celui-ci tient compte notamment de toutes les meilleures techniques disponibles applicables à l'installation conformément à l'article R. 515-73 du code de l'environnement et suivant les modalités de l'article R. 515-59 1°).

Dans un délai maximum de quatre ans à compter de cette publication au Journal Officiel de l'Union Européenne, les installations ou équipements concernés doivent être conformes avec les prescriptions issues du réexamen.

- Réexamen particulier :

Le réexamen des prescriptions dont est assortie l'autorisation peut être demandé par voie d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires dans les cas mentionnés au II et III de l'article R. 515-70 du code de l'environnement, en particulier :

- si la pollution causée est telle qu'il convient de réviser les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté d'autorisation ou d'inclure de nouvelles valeurs limites d'émission ;
- lorsqu'il est nécessaire de respecter une norme de qualité environnementale, nouvelle ou révisée.

Le réexamen est réalisé dans les mêmes conditions que celles fixées à l'article précédent ; le dossier de réexamen étant à remettre dans les douze mois à compter de la date de signature de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires.

ARTICLE 1.10.3. DÉROGATIONS

L'exploitant peut demander à déroger aux dispositions de l'article R. 515-67 du code de l'environnement, conformément aux dispositions de l'article R. 515-68 dudit code, en remettant l'évaluation prévue par cet article. Dans ce cas, le dossier de réexamen, contenant l'évaluation, sera soumis à consultation du public conformément aux dispositions prévues à l'article L. 515-29 du code de l'environnement et selon les modalités des articles R. 515-76 ou R. 515-77 dudit code. L'exploitant fournit les exemplaires complémentaires nécessaires à l'organisation de cette consultation et un résumé non technique au format électronique.

ARTICLE 1.10.4. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE DES DISPOSITIFS DE PROTECTION

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte-rendus des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers...).

ARTICLE 1.10.5. SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

Une surveillance périodique est effectuée au moins tous les cinq ans pour les eaux souterraines. Cette surveillance est réalisée au travers de piézomètres en amont et en aval hydraulique.

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme agréé aux frais de l'exploitant.

À l'issue de chaque campagne de prélèvements, l'exploitant procède à une interprétation des résultats obtenus portant sur :

- une comparaison amont / aval en précisant le sens d'écoulement de la nappe ;
- l'évolution des résultats par rapport aux années précédentes et au fonctionnement de l'hydrosystème ;
- une comparaison des résultats avec des valeurs de référence (SDAGE, AM du 17 décembre 2008, AM du 11 janvier 2007...) ;
- une interprétation de ces données.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées en cas d'anomalie ou de pollution suite aux résultats des analyses précédemment cités. En cas d'anomalie détectée sur les résultats de mesures, l'exploitant propose un suivi renforcé et des mesures pour déterminer l'origine de la pollution et en réduire les effets.

L'exploitant communique la position des ouvrages nécessaires à la réalisation de la surveillance des eaux souterraines, aux substances à contrôler définies sur la base des éléments du rapport de base et procède à une première campagne d'analyses. Les résultats sont transmis, dès réception, à l'inspection des installations classées. L'emplacement et le nombre des ouvrages requis doivent être justifiés suivant le fonctionnement de l'hydrosystème local. Une étude préalable de ce système peut être requise.

ARTICLE 1.10.6. SURVEILLANCE DES SOLS

Une surveillance périodique de la qualité des sols est effectuée au moins tous les dix ans.

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme agréé aux frais de l'exploitant. Cette surveillance est réalisée en adéquation avec les zones à risques et les substances identifiées dans le rapport de base (en date du 10 mai 2017).

À l'issue de chaque campagne de prélèvements, l'exploitant procède à une interprétation des résultats obtenus portant sur l'évolution des résultats par rapport aux années précédentes.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées en cas d'anomalie ou de pollution suite aux résultats des analyses précédemment cités. En cas d'anomalie détectée sur les résultats de mesures, l'exploitant propose un suivi renforcé et des mesures pour déterminer l'origine de la pollution et en réduire les effets.

ARTICLE 1.10.7. BILAN ANNUEL

En application de l'article R 515-60 du code de l'environnement, l'exploitant transmet chaque année à Monsieur le préfet un bilan argumenté de la surveillance de ses émissions, accompagné de toute donnée nécessaire au contrôle du respect des prescriptions de l'autorisation.

Le bilan doit couvrir une année calendaire complète. La transmission du bilan de l'année est effectuée avant le 30 avril de l'année suivante.

Les éléments suivants doivent obligatoirement être développés :

- respect des valeurs limites d'émission pour les périodes et conditions de référence fixées ;
- respect du programme de surveillance et des méthodes d'évaluation ;
- synthèse des dysfonctionnements rencontrés, des périodes d'indisponibilité des appareillages de suivi, du suivi métrologique des appareillages de mesure en continu ;
- bilan de l'entretien et de la surveillance à intervalles réguliers des mesures prises afin de garantir la protection des sols et des eaux souterraines. »

TITRE 2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1. EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

ARTICLE 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des **consignes d'exploitation** pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et des inconvénients des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

CHAPITRE 2.2. DEMANDES DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'inspection des installations classées pourra demander à tout moment la réalisation de prélèvements et d'analyses d'effluents liquides ou gazeux ou de déchets ainsi que l'exécution de mesure de niveaux sonores de l'installation. Les frais occasionnés seront à la charge de l'exploitant. Cette prescription est applicable à l'ensemble de l'établissement.

CHAPITRE 2.3. RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

ARTICLE 2.3.1. RÉSERVES DE PRODUITS

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement.

CHAPITRE 2.4. INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

ARTICLE 2.4.1. PROPRETÉ

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. Notamment, des merlons paysagers ceinturent l'ensemble du site (cf. plan du site en annexe 1). Une clôture de 2 mètres de haut minimum limite le périmètre du site.

L'aménagement des merlons est prévu au chapitre 8.2 des présentes prescriptions.

Les hauteurs limites d'entreposage des déchets sont fixées à l'article 1.2.3.2 des présentes prescriptions. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, etc. Des dispositifs d'arrosage et/ou de lavage de roues sont mis en place tant que de besoin.

ARTICLE 2.4.2. ESTHÉTIQUE

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, etc.). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement, etc.).

Sauf en cas d'impossibilité justifiée, l'exploitant utilisera des méthodes alternatives à l'utilisation des herbicides.

CHAPITRE 2.5. PRÉVENTION DES ÉMISSIONS LUMINEUSES

L'exploitant fait en sorte que l'exploitation de son installation n'ait pas d'impact sur les émissions lumineuses notamment lors des périodes de nuit. Les moyens d'éclairage mis en place au sein et aux abords de ses installations éclairent vers le bas et en direction du site de l'exploitation.

CHAPITRE 2.6. DANGERS OU NUISANCES NON PRÉVENUS

Tout danger ou nuisance non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.7. INCIDENTS OU ACCIDENTS

ARTICLE 2.7.1. DÉCLARATION ET RAPPORT

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous **15 jours** à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.8. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et autres dossiers de porter-à-connaissance,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces informations doivent être disponibles pour une période de 5 années au minimum.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 3.1. CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre d'un arrosage des entreposages au moyen d'un camion citerne.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

ARTICLE 3.1.3. ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

L'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

ARTICLE 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des merlons paysagers sont édifiés en périphérie du site et des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

CHAPITRE 3.2. CONDITIONS DE REJET

ARTICLE 3.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les engins susceptibles d'être présents sur le site doivent respecter les normes en vigueur pour les émissions de gaz polluants. Ces engins doivent être contrôlés par des organismes agréés selon les périodicités réglementaires.

ARTICLE 3.2.2. SOURCES DE REJETS DANS L'AIR

Les sources de rejets se caractérisent de la manière suivante :

Origine	Type de rejet	Caractéristiques Moyens mis en place pour limiter les émissions
Réception et expédition de déchets	Envois de déchets légers	Le site et ses abords sont régulièrement nettoyés et débarrassés des éléments envolés. Les bennes chargées en déchets légers, susceptibles de s'envoler, sont systématiquement bâchées (bâche ou filet de protection). Édification d'un merlon périphérique pour limiter les envois dans l'emprise du site.
Concassage de déchets inertes (gravats)	Poussières, rejet diffus	Rejets limités à la plate-forme de concassage. Arrosage de la plate-forme au besoin.
Regroupement de déchets dangereux	Émissions canalisées de vapeurs Émissions diffuses de vapeurs	Au sein du bâtiment « DID », un poste de travail est dédié au regroupement des déchets dangereux (reconditionnement), pour lequel un dispositif de captage et d'aspiration des vapeurs émises est mis en place (+ pompe vide-fût, tuyauteries, flexibles...). Les émissions diffuses sont limitées
Ventilation des locaux	Émissions canalisées d'air	Renouvellement de l'air et régulation de la température au sein des locaux.
Trafic des engins de manutention et poids lourds	Gaz d'échappement, rejet diffus	Limitation des rejets d'oxyde d'azote par l'ajout d'un produit dans le carburant des véhicules GARDET et DE BEZENAC ENVIRONNEMENT afin de les convertir en azote et vapeur d'eau
Matières organiques	Odeurs	Peu de déchets organiques transitant par le site, durée de séjour limitée le cas échéant. Les bassins de régulation et d'infiltration ne recueilleront que des eaux traitées donc peu chargées en matières organiques. Entretien et nettoyage réguliers des bassins et séparateurs à hydrocarbures notamment
Unité de traitement des déchets plastiques	Émissions diffuses de vapeur d'eau Gaz issus de la ligne plastique	Ventilation des locaux Les gaz seront condensés et le condensat est traité conformément à la réglementation déchets.
Tente de désamiantage	Émissions canalisées de poussières d'amiante	Tentes confinées avec extracteurs d'air munis de système de filtration avant rejet en extérieur Les filtres usagés sont traités conformément à la réglementation déchets en tant que déchets dangereux

ARTICLE 3.2.3. VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES

Les émissaires de rejets atmosphériques issus des espaces confinés (de la tente n°1) doivent être équipés de dispositifs de filtration des poussières dont l'efficacité doit être suffisante pour respecter les valeurs limites suivantes, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101 325 Pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ou sur gaz humides,

Le débit d'extraction nominal minimum est de 172 800 m³/h.

	Concentrations instantanées
Amiante	5 fibres/litre
Poussières	40 mg/Nm³

TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1. PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

L'établissement est alimenté en eau à partir du réseau public d'alimentation. La consommation en eau est limitée aux besoins sanitaires et domestiques et aux lavages d'engins. Pour cette dernière activité, seule l'utilisation de produits biodégradables est tolérée.

ARTICLE 4.1.2. PROTECTION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRÉLÈVEMENT

Article 4.1.2.1. Réseau d'alimentation en eau potable

Un ou plusieurs disconnecteurs ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.

Le raccordement est par ailleurs équipé d'un compteur permettant de mesurer la consommation d'eau.

Article 4.1.2.2. Consommation d'eau

L'eau sera utilisée sur le site pour les besoins suivants et aura pour origine :

Utilisation	Quantité estimée	Origine
Besoins sanitaires (lavabos, douches, toilettes...)	10.8 m³/j	Eau potable (réseau public)
Besoins industriels :	total de 9,2 m³/j	
➤ lavage des engins	1,2 m³/j	Cuve enterrée de 10 m³ (située à proximité de l'aire de lavage au Sud-Est du site) recueillant les eaux pluviales de ruissellement pour le lavage des engins
➤ ligne de granulation plastique	1 m³/j	Eau potable (réseau public) pour la ligne de granulation plastique et le désamiantage.
➤ désamiantage	7 m³/j	
Entretien des espaces verts	-	Cuve de récupération des eaux (au Nord du garage situé à l'Est du site)
Protection incendie (RIA...)	-	3 Réserves incendie (bassins) + eau potable (réseau public) si besoin

CHAPITRE 4.2. COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.3.1 ou non conforme à leurs dispositions est interdit.

À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RÉSEAUX

Un plan de tous les réseaux est établi par l'exploitant et est régulièrement mis à jour notamment après chaque modification notable. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation en eau (implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

ARTICLE 4.2.4. PROTECTION DES RÉSEAUX INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Article 4.2.4.1. Protection contre des risques spécifiques

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Par les réseaux d'assainissement de l'établissement, ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel.

Article 4.2.4.2. Isolement avec les milieux

Un système doit permettre l'isolement des réseaux de collecte et d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et / ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CHAPITRE 4.3. TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU**ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- Eaux pluviales de toitures ;
- Eaux pluviales de ruissellement ;
- Eaux usées industrielles
- Eaux usées domestiques.

Un plan des réseaux des effluents est annexé aux présentes prescriptions (annexe 2).

ARTICLE 4.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

ARTICLE 4.3.3. CARACTÉRISTIQUES DES EFFLUENTS ET DU RÉSEAU DES EAUX

Les effluents identifiés ci-avant sont collectés de la manière suivante :

Type d'effluent	Origine	Destination	Usage / Rejet final
Eaux pluviales de toitures	Bâtiment principal	Bassin incendie n°1 de 250 m3 (proche de la Déchetterie)	Utilisation en cas d'incendie
		Trop plein du bassin dirigé vers le réseau de collecte des eaux pluviales de ruissellement (voiries), voir ligne correspondante du tableau	Utilisation en cas d'incendie et/ou Bassin d'infiltration (Nord-Ouest du site)
	Bâtiment production	Bassin incendie n°2 de 500 m3 à l'Ouest de l'aire « Déchets Industriels Dangereux »	Utilisation en cas d'incendie
		Trop plein vers une cuve de récupération d'eau de pluie de 10 m3	Utilisation pour lavage des véhicules (aire de lavage)
		Surverse vers une noue d'infiltration longeant le merlon périphérique	Bassin d'infiltration (Nord-Ouest du site)

Type d'effluent	Origine	Destination	Usage / Rejet final
	Bâtiment « Déchets Industriels Dangereux »	Décanteur (piégeage des matières en suspension) puis bassin de régulation de 6000 m3 puis passage dans un séparateur à hydrocarbures puis bassin incendie n°3 de 1 200 m3 à l'Ouest du site	Utilisation en cas d'incendie
		Surverse du bassin incendie vers le bassin d'infiltration	Bassin d'infiltration de 2500 m3 (Nord-Ouest du site)
Eaux pluviales de ruissellement	Aire de distribution de carburant	Séparateurs Hydrocarbures puis réseau de collecte des eaux pluviales de ruissellement (ci-dessous)	Utilisation en cas d'incendie et/ou Bassin d'infiltration (Nord-Ouest du site)
	Voiries	Décanteur (piégeage des matières en suspension) puis bassin de régulation de 6000 m3 puis passage dans un séparateur à hydrocarbures puis bassin incendie de 500 m3 à l'Ouest du site	Utilisation en cas d'incendie
	Aires de stockage de déchets	Surverse du bassin incendie vers le bassin d'infiltration	Bassin d'infiltration de 2500 m3 (Nord-Ouest du site)
Eaux usées industrielles	Aire de lavage des engins	réseau de collecte des eaux pluviales de ruissellement (ci-dessus)	Utilisation en cas d'incendie et/ou Bassin d'infiltration (Nord-Ouest du site)
	Douches du SAS Personnel et SAS déchet des installations de désamiantage	Décanteur puis Filtration avant rejet dans un système d'assainissement non collectif des eaux usées sanitaires	Bassin de régulation
Eaux usées domestiques	Douches, toilettes, lavabos	Traitement par micro station	Épandage dans le milieu naturel

Article 4.3.3.1. Eaux pluviales de ruissellement

Les eaux pluviales de ruissellement sont collectées par des grilles avaloirs et acheminées gravitairement vers le bassin de régulation d'un volume minimal de 6000 m3, situé à l'Ouest du site, après passage dans un décanteur. En particulier, les zones de stockage des déchets et les voiries sont étanches et permettent de récupérer les eaux pluviales. Elles sont ensuite traitées à l'aide d'un séparateur à Hydrocarbures avant rejet dans la réserve incendie.

Un dispositif d'obturation automatique en cas de déversement accidentel et mis en place en entrée dudit décanteur.

Article 4.3.3.2. Eaux usées sanitaires et domestiques

Les eaux usées sanitaires et domestiques sont collectées et traitées conformément aux règlements en vigueur et notamment à l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/l de DBO5.

Afin de prouver la faisabilité du traitement de ces eaux usées par la micro station (avec lit d'épandage), l'exploitant procède à une étude du sol sur lequel ce dispositif doit être mis en place. Le cas échéant, l'exploitant propose une mesure équivalente de traitement des eaux usées domestiques.

Quelle que soit la solution de traitement retenue, l'exploitant est tenu de se faire délivrer une attestation de conformité du projet d'assainissement non collectif par le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) auquel il dépend.

Article 4.3.3.3. Eaux usées industrielles

L'exploitant met en place un système de filtration des eaux de process de l'activité de désamiantage générées par les douches du SAS personnel et du SAS déchets (lavage de sacs). Ce traitement permet une filtration à une échelle de 5 µm. Les eaux filtrées sont stockées dans deux cuves (de 12,5 m³) puis dirigées (via pompes de relevage et canalisations enterrées) vers le nouveau système d'assainissement non collectif après l'analyse satisfaisante de la concentration en matière en suspension (MES). Si la concentration en MES est supérieure ou égale à 30 mg/l, les eaux sont de nouveau filtrées.

L'exploitant met en place un système d'assainissement non collectif d'une capacité de 20 EqH afin de collecter et traiter les eaux usées sanitaires (toilettes, WC, et du process de l'activité de désamiantage) des installations de désamiantage avant rejet dans le bassin de régulation du site. Ce dispositif sera entretenu pour assurer une pérennité de l'ouvrage et un traitement optimal des eaux usées. Le syndicat intercommunal d'adduction en eau potable et d'assainissement devra être consulté pour valider la conformité du système d'assainissement non collectif avant sa mise en service.

Le rejet maximal est fixé à 7 m³/jour (process activité de désamiantage). Les quantités rejetées ainsi que les justificatifs du maintien en état des installations de filtration de l'eau ainsi que du système d'assainissement non collectif sont consignées dans un registre.

Une mesure de fibres d'amiant dans les cuves de stockage des eaux filtrées du sas personnel et du sas déchets est réalisée tous les semestres, afin de vérifier l'absence de dispersion de fibres d'amiant et confirmer l'efficacité du système de filtration. En cas de détection de fibres d'amiant, l'exploitant prend immédiatement les actions correctives appropriées.

L'exploitant met en place un système de collecte du condensat (humidité des déchets plastiques) produit lors du process de la ligne plastique et qu'il évacue comme déchets dans une filière dûment autorisée et agréée.

La justification de ces dispositions est transmise lors de l'information de mise en service des installations prévue à l'article 1.1.1 des présentes prescriptions.

ARTICLE 4.3.4. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition, etc.) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations. Chaque compartiment du dispositif des séparateurs d'hydrocarbures doit être équipé d'un regard de visite.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

Article 4.3.4.1. Recensement des ouvrages de traitement

Conformément à l'article 4.3.3 des présentes prescriptions, les différents ouvrages de traitement présents sur le site sont :

Ouvrage	Localisation	Rejet après passage dans l'ouvrage
Séparateur à hydrocarbures noté 1	Aire de distribution du carburant	Réseau des eaux pluviales de voirie
Décanteur	En amont du bassin de régulation (Ouest du site)	Bassin de régulation
Bassin de régulation de 6000 m3 (étanchéifié par géomembrane)	Ouest du site	Séparateur à hydrocarbures noté 2
Séparateur à hydrocarbures noté 2	En aval du bassin de régulation (Ouest du site)	Réserve incendie puis bassin d'infiltration
Micro station (effluents domestiques)	Au centre du site	Épandage, milieu naturel
Système d'assainissement non collectif de 20 EqH	En amont du bassin de régulation (Ouest du site)	Bassin de régulation

Article 4.3.4.2. Bassin de régulation

Le volume du bassin de régulation est à minima de 6 000 m3. Il est étanchéifié par géomembrane. Son dimensionnement peut être augmenté. La justification du dimensionnement du bassin de régulation est transmise lors de l'information de la mise en service des installations prévue à l'article 1.1.1 des présentes prescriptions.

ARTICLE 4.3.5. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement (séparateurs à hydrocarbures) des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre. Ces installations sont inspectées et nettoyées autant que de besoin (**au minimum une fois par an**) afin d'éviter notamment leur obturation.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les opérations d'inspection et de nettoyage décrits ci-avant, les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

ARTICLE 4.3.6. LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	Point n° 1 Bassin d'infiltration	Point n° 2 Micro station (effluents domestiques)
Coordonnées Lambert II étendues	X = 1 543 110 Y = 9 163 850	X = 1 543 401 Y = 9 163 626
Localisation	Au Nord-Ouest du site	Au centre du site
Nature des effluents	Eaux pluviales de ruissellement, susceptibles d'être polluées	Eaux sanitaires
Débit maximal journalier (m³/j)	-	-
Débit maximum horaire (m³/h)	-	-
Exutoire du rejet	Milieu naturel	Réseau pluvial puis milieu naturel

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	Point n° 1 Bassin d'infiltration	Point n° 2 Micro station (effluents domestiques)
Traitement avant rejet	Séparateurs hydrocarbures en aval du bassin de régulation et décanteur en amont de ce bassin	Micro station
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Infiltration	Infiltration

ARTICLE 4.3.7. SÉPARATION DES RÉSEAUX DE COLLECTE

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'effluents identifiées.

ARTICLE 4.3.8. CONCEPTION, AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET ET DES POINTS DE PRÉLÈVEMENTS

Article 4.3.8.1. Conception des ouvrages de rejets

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'État compétent.

Article 4.3.8.2. Aménagement

4.3.8.2.1. Aménagement des points de prélèvements

Sur l'ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons.

Deux autres points de prélèvements sont aménagés sur le site correspondant à la sortie de chacun des deux séparateurs hydrocarbures.

Ce point est aménagé de manière à être aisément accessible et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

4.3.8.2.2. Section de mesure

Ce point est implanté dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

ARTICLE 4.3.9. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.
- Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :
- Température : < 30 °C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l.

ARTICLE 4.3.10. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION AVANT REJET DANS LE MILIEU NATUREL

Article 4.3.10.1. Valeurs limites d'émission des eaux susceptibles d'être polluées

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies, **en sortie de chacun des deux séparateurs hydrocarbures** (aire de distribution des carburants et en aval du bassin de régulation) :

Paramètres	Concentration moyenne journalière maximale (mg/l)		
	Sortie du séparateur noté 1 (aire de distribution du carburant)	Sortie du séparateur noté 2 (avant réserve incendie et bassin d'infiltration)	Sortie système assainissement non collectif 20EqH (avant bassin de régulation)
Matières en suspension	35	150 (épuration par lagunage)	150 (épuration par lagunage)
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	125	125	125

Paramètres	Concentration moyenne journalière maximale (mg/l)		
Demande Biologique en Oxygène 5 jours (DBO5)	30	30	30
Hydrocarbures totaux	5	5	5
Métaux totaux (Zn + Cu + Ni + Al + Fe + Cr + Cd + Pb + Sn)	15	15	15

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite.

Article 4.3.10.2. Valeurs limites d'émission des eaux industrielles

Avant rejet dans le réseau des eaux usées sanitaires, l'exploitant effectue hebdomadairement un contrôle sur les eaux usées industrielles en sortie des SAS personnel (douche) et déchets (lavage des sacs) permettant de respecter les valeurs limites suivantes :

- pH : 5,5 – 8,5
- Matières en suspension : 30 mg/l

En cas de dépassement de la valeur limite en Matières en suspension, l'exploitant effectue un comptage de fibre d'amiante. Le cas échéant les eaux industrielles seront gérées via les filières de déchets dûment autorisées.

Article 4.3.10.3. Valeurs limites d'émission des eaux domestiques

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur et notamment l'arrêté ministériel du 7 septembre 2009 relatif à l'assainissement non collectif.

Les dispositifs d'assainissement doivent être contrôlés conformément aux dispositions de l'arrêté susmentionné fixant les modalités du contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectif.

Le traitement des eaux usées domestiques se fait par passage dans une micro-station avant rejet dans le réseau d'eau pluviale.

L'exploitant est tenu de se faire délivrer une attestation de conformité du projet d'assainissement non collectif par le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) duquel il dépend.

La justification de ces dispositions est transmise lors de l'information de mise en service des installations prévue à l'article 1.1.1 des présentes prescriptions.

ARTICLE 4.3.11. RECHERCHE DES SUBSTANCES DANGEREUSES DANS L'EAU

Au vu de la surveillance initiale, l'établissement n'est ni soumis à surveillance pérenne ni à suppression de substances visées par l'action RSDE

Article 4.3.11.1. Utilisation d'herbicides

Il est interdit d'utiliser des herbicides à base d'alachlore, d'atrazine, de diuron, d'isoproturon, de simazine ou de trifluraline pour traiter les espaces verts.

Article 4.3.11.2. Émissions de chloroalcanes C10-C13

L'exploitant n'est pas autorisé à utiliser de chloroalcanes C10-C13. L'exploitant est dans l'obligation d'informer l'inspection des installations classées de toute modification de cet état de fait. Il doit alors, sous réserve d'y être autorisé, réaliser une déclaration annuelle des émissions polluantes correspondantes (par le biais d'un bilan matière notamment).

TITRE 5 - DÉCHETS

CHAPITRE 5.1. PRINCIPES DE GESTION

ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
 - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
 - b) le recyclage ;
 - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
 - d) l'élimination .

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5.1.2. SÉPARATION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Les déchets non dangereux de bois, verre, papier, carton, plastiques, métaux et non souillés par des produits toxiques ou polluants visés aux articles D.543-278 et suivants du code de l'environnement doivent faire l'objet d'une collecte séparée des autres déchets pour permettre leur tri ultérieur et leur valorisation.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 et R. 543-40 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-195 à R. 543-201 du code de l'environnement.

ARTICLE 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNE DES DÉCHETS

Les déchets produits et/ou accueillis, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Des prescriptions particulières peuvent être imposées selon les installations et type de déchets accueillis et/ou traités (cf. chapitres 5.3 à 5.8 des présentes prescriptions).

ARTICLE 5.1.4. DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

ARTICLE 5.1.5. DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

À l'exception des installations spécifiquement autorisées (activités listées à l'article 1.2.1 des présentes prescriptions), toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite (brûlage à l'air libre notamment).

La nature des déchets accueillis et/ou traités dans chacune des installations est reprise aux chapitres 5.3 à 5.8 des présentes prescriptions.

ARTICLE 5.1.6. TRAÇABILITÉ ET REGISTRES DE DÉCHETS

Conformément aux articles R541-43 et R541-46 du code de l'environnement, l'ensemble des déchets admis sur le site ou produits par les activités doit faire l'objet d'un enregistrement sur des registres d'entrées et de sorties dont les contenus sont indiqués dans les articles ci-après.

Ces registres sont conservés **au moins trois ans** et sont tenus à la disposition des installations classées. Ils peuvent être contenus dans un document papier ou informatique.

Une traçabilité doit être assurée entre les déchets entrants et sortants du site.

Article 5.1.6.1. Registres des déchets entrants :

L'exploitant établit et tient à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.

Le registre des déchets entrants contient au moins, pour chaque flux de déchets entrants, les informations suivantes :

- la date de réception du déchet ;
- la nature du déchet entrant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet entrant ;
- le nom et l'adresse de l'installation expéditrice des déchets ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu aux annexes Ia et Ib ou VII du règlement CE n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts transfrontaliers de déchets ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives.

Article 5.1.6.2. Registres des déchets sortants :

L'exploitant tient à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants (déchets produits et accueillis sur le site).

Le registre des déchets sortants contient au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :

- la date de l'expédition du déchet ;
- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet sortant ;
- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu aux annexes Ia et Ib ou VII du règlement CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts transfrontaliers de déchets ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II la directive n° 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

Article 5.1.6.3. Registre des déchets transportés et/ou collectés :

En tant que transporteur et collecteur de déchets, l'exploitant tient à jour un registre chronologique des déchets transportés ou collectés.

Ce registre contient au moins, pour chaque flux de déchets transportés ou collectés, les informations suivantes :

- la date d'enlèvement et la date de déchargement du déchet ;
- la nature du déchet transporté ou collecté (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet transporté ou collecté ;
- le numéro d'immatriculation du ou des véhicules transportant le déchet ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu aux annexes Ia et Ib ou VII du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts transfrontaliers de déchets ;
- le nom et l'adresse de la personne remettant les déchets au transporteur ou au collecteur ;
- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié.

Article 5.1.6.4. Registre des déchets faisant l'objet d'une sortie de statut de déchet sur site

Le cas échéant, en tant qu'installation qui traitent des substances ou objets qui sont des déchets afin qu'ils cessent d'être des déchets, l'exploitant tient un registre chronologique des substances ou objets ayant cessé d'être des déchets.

Ce registre contient au moins, pour chaque flux de substances ou objets ayant cessé d'être des déchets, les informations suivantes :

- la date du traitement du déchet ;
- la nature du déchet traité (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet traité ;
- la date d'expédition de ces substances ou objets ;
- le nom et l'adresse de la personne à qui a pris possession de ces substances ou objets ayant cessé d'être des déchets ;
- la référence de l'acte administratif ayant fixé les critères de sortie du statut de déchet.

Article 5.1.6.5. Registre des refus d'admission :

L'exploitant tient en permanence à jour un **registre des refus d'admission** où il note toutes les informations disponibles sur la quantité, la nature et la provenance des déchets qu'il n'a pas admis en précisant les raisons du refus. Il informe systématiquement l'inspecteur des installations classées des cas de refus de déchets.

Article 5.1.6.6. Bordereaux de Suivi de Déchets Dangereux – Dispense de l'annexe 2 du CERFA n° 12 571*01

Pour les déchets dangereux générés par le site et qui sont visés par le décret du 30 mai 2005, l'exploitant est tenu, lors de la remise de ces déchets dangereux à un tiers, d'émettre un bordereau de suivi selon le modèle du formulaire CERFA n° 12 571*01.

Dans le cas de regroupement ou reconditionnement de déchets, relevant d'une même rubrique de la liste des déchets prévue à l'article R.541-7 du code de l'environnement, mais de provenances différentes, aboutissant à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'exploitant doit informer l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure et le destinataire ultérieur de l'origine des déchets. À cet effet, l'exploitant émet un nouveau bordereau dit de regroupement et y joint l'annexe 2 du formulaire CERFA n° 12 571*01 dûment remplie.

Dans le cas de regroupement ou de pré-traitement de déchets (notamment les déchets broyés ou triés) aboutissant à des déchets ne permettant plus d'identifier la provenance des déchets initiaux, l'exploitant est dispensé de joindre l'annexe 2 du formulaire CERFA n° 12 571*01 au nouveau bordereau. Il doit viser le bordereau de suivi du producteur initial en tant que destinataire final et émettre un nouveau bordereau de suivi de déchets dangereux en tant que producteur.

Dans tous les cas l'exploitant informe l'expéditeur initial de la destination ultérieure des déchets en renseignant la case 12 du bordereau initial.

Les copies des bordereaux émis ou complétés doivent être conservées 5 ans.

ARTICLE 5.1.7. TRANSPORT

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

CHAPITRE 5.2. DÉCHETS PRODUITS SUR LE SITE

Les principaux déchets produits sur le site sont les suivants (hors déchets relatifs aux activités de démontage des VHU, cf. article 5.5.1 des présentes prescriptions) :

Nature des déchets	Origine	Codification	Quantité annuelle maximale produite en t	Lieu de stockage sur site	Mode de stockage sur site	Filière de traitement
Boues	Séparateurs à hydrocarbures	19 02 07*	2	Séparateurs à hydrocarbures	-	Traitement
Boues micro station	Assainissement autonome	20 03 04	0,8 tous les 4 ans	Micro station	-	Traitement
Huiles usagées, graisses et huiles mécaniques	Garage	13 01 10 13 02 04* 13 02 05* 13 02 06*	5	Fût	Fût	Traitement
Chiffons souillés	Garage	15 02 01*	0,5	Garage	Container spécifique	Traitement
Filtres à huile	Garage et VHU	16 01 07*	2,5	Garage Aire ferrailles/métaux	Container spécifique	Recyclage
Liquides de frein	Garage et VHU	16 01 13*	4	Garage Aire ferrailles/métaux	Fût	Traitement
Déchets d'activités économique	Déchets bureaux, activités humaines	20 01 01 20 01 39	1	Extérieur	Containers spécifiques	Valorisation
Ampoules éclairage	Tout le site	20 01 21*	0,5	Aire ferrailles/métaux	Container spécifique	Valorisation
Piles et batteries	Atelier	16 06 01* 16 06 02*	1	Aire ferrailles/métaux	Containers spécifiques	Recyclage

DÉCHETS GÉNÉRÉS PAR LES ACTIVITÉS DE DÉMANTÈLEMENT DE VHU (UNITÉS FERROVIAIRES)

Nature des déchets	Codification	Quantité annuelle moyenne produite	Mode de stockage sur site	Filière de traitement
Filtres et Epi issus des opérations et tentes de désamiantage	15 02 02*	300 – 500 t	Big bag (sur 1 hauteur), bennes + sache étanche	ISDD
Sable issu des opérations de sablage contenant de l'amiante	16 01 21*	500 – 700 t	Big bag (sur 1 hauteur), bennes + sache étanche	ISDD

ARTICLE 5.2.1. DÉCHETS GÉNÉRÉS PAR L'ACTIVITÉ DE TRAITEMENT DES PIÈCES RECOUVERTES DE PLOMB OU D'AMIANTES

Nature des déchets	Codification	Quantité annuelle moyenne produite	Mode de stockage sur site	Filière de traitement
Sable issu des opérations de sablage contenant de l'amiante ou du plomb	19 12 11*	50 – 100 t	Big bag (sur 1 hauteur), bennes + sache étanche	ISDD
Filtres et EPI issus des opérations et tentes de retrait du plomb ou de l'amiante	15 02 02*	50 – 100 t	Big bag (sur 1 hauteur), bennes + sache étanche	ISDD

ARTICLE 5.2.2. DÉCHETS GÉNÉRÉS PAR LA LIGNE DE GRANULATION PLASTIQUE

Nature des déchets	Codification	Quantité annuelle moyenne produite	Mode de stockage sur site	Filière de traitement
Condensat	19 12 11*	12 m ³	Fûts ou IBC (dans le bâtiment)	Traitement
Impuretés	19 12 12	< 50 t	Bennes (dans le bâtiment)	Élimination (+ Valorisation partielle en début de ligne)

CHAPITRE 5.3. DÉCHETS ACCUEILLIS, TRAITÉS ET/OU REGROUPÉS SUR LE SITE

ARTICLE 5.3.1. LISTE DES DÉCHETS PRIS EN CHARGE

Les déchets pris en charge dans les installations sont les suivants :

Article 5.3.1.1. Déchets ne contenant pas de substances dangereuses :

Nature des déchets	Origine	Codification	Quantité annuelle estimée en t	Mode de transit sur site	Filière de traitement
Déchets de bois / papier / carton / textile	Industriels, artisans, collecteurs	03 01 01, 03 01 05, 03 01 99, 09 01 07, 09 01 08, 15 01 01, 15 01 03, 17 02 01, 19 12 01, 19 12 07, 20 01 01, 20 01 38, 04 02 09, 04 02 21, 04 02 22, 15 01 09, 19 12 08, 20 01 10, 20 01 11	Bois = 30 000 Papier/Cartons = 40 000	Bennes Vrac	Centre de traitement spécialisé et autorisé
Déchets de métaux ferreux et non ferreux	Industriels, artisans, collecteurs	12 01 01, 12 01 02, 12 01 03, 12 01 04, 15 01 04, 16 01 17, 16 01 18, 17 04 01, 17 04 02, 17 04 03, 17 04 04, 17 04 05, 17 04 06, 17 04 07, 17 04 11, 19 10 01, 19 10 02, 19 12 02, 19 12 03, 20 01 40	Ferraille et fonte = 60 000 Métaux non ferreux = 10 000	Bennes Vrac	Centre de traitement spécialisé et autorisé
Déchets verts	Industriels, artisans, collecteurs	20 02 01	1500	Vrac	Valorisation matière, broyage, compostage
Matières plastiques / polymères / pneus	Industriels, artisans, collecteurs	12 01 05, 15 01 02, 15 01 05, 16 01 03, 16 01 19, 17 02 03, 19 12 04, 20 01 39	7500	Vrac	Centre de traitement spécialisé et autorisé
Gravats	Industriels, artisans, collecteurs	01 04 08, 01 04 09, 01 04 10, 01 04 13, 17 01 01, 17 01 02, 17 01 03, 17 01 07, 17 03 02, 17 08 02, 17 09 04, 20 02 02, 20 03 02	90 000	Vrac	Concassage, valorisation matière, réemplois
Déchets d'activité économique et divers non dangereux (dont le verre)	Industriels, artisans, collecteurs	01 01 01, 01 01 02, 01 04 11, 01 04 12, 01 04 99, 02 07 01, 03 02 99, 03 03 02, 03 03 05, 03 03 07, 03 03 08, 03 03 09, 03 03 10, 03 03 11, 03 03 99, 04 02 10, 04 02 15, 04 02 17, 04 02 20, 04 02 99, 06 02 99, 06 03 14, 06 03 16, 06 03 99, 08 01 12, 08 01 14, 08 01 16, 08 01 18, 08 01 20, 08 01 99, 08 02 01, 08 02 02, 08 02 03, 08 02 99, 08 03 07, 08 03 08, 08 03 13, 08 03 15, 08 03 18, 08 03 99, 08 04 10, 08 04 12, 08 04 14, 08 04 16, 08 04 99, 09 01 10, 09 01 99, 11 01 10, 11 01 12, 11 01 14, 11 01 99, 15 01 06, 15 01 10, 15 01 07, 15 02 03, 16 01 06, 16 01 12, 16 01 15, 16 01 16, 16 01 20, 16 01 22, 16 01 99, 16 02 14, 16 02 16, 16 03 04, 16 03 06, 16 05 05, 16 05 09, 16 06 04, 16 06 05, 16 08 01, 16 08 03, 16 08 04, 17 02 02, 17 06 04, 19 10 04, 19 12 05, 19 10 06, 19 12 09, 19 12 10, 19 12 12, 20 01 02, 20 01 08, 20 01 25, 20 01 28, 20 01 30, 20 01 32, 20 01 34, 20 01 36, 20 01 41, 20 01 99, 20 02 03, 20 03 01, 20 03 03, 20 03 04, 20 03 06, 20 03 07, 20 03 01	35 000	Bennes Vrac Cuves 1 m3	Centre de traitement spécialisé et autorisé Valorisation pour le verre

Article 5.3.1.2. Déchets contenant des substances dangereuses :

Nature des déchets	Origine	Codification	Quantité annuelle estimée en t	Mode de transit sur site	Filière de traitement
Déchets dangereux (acides / bases)	Industriels / artisans / collecteurs	06 01 01*, 06 01 02*, 06 01 03*, 06 01 04*, 06 01 05*, 06 01 06*, 06 02 01*, 06 02 03*, 06 02 04*, 06 02 05*, 06 03 13*, 06 03 15*, 07 01 01*, 07 01 04*, 09 01 01*, 09 01 02*, 09 01 03*, 09 01 04*, 09 01 05*, 09 01 06*, 09 01 13*, 11 01 05*, 11 01 06*, 11 01 07*, 11 01 08*, 11 01 09*, 11 01 11*, 11 01 13*, 16 07 09*, 16 08 06*, 20 01 15*, 20 01 17*, 20 01 14*	120	Cuve d'1 m ³ / Fût 200 l / Caisse 1 m ³ / Petits conditionnements regroupés sur palette	Centre de traitement spécialisé et autorisé
Déchets dangereux (aérosols)	Industriels / artisans / collecteurs	16 05 04*, 16 05 05, 16 05 06*, 16 05 07*, 16 05 08*, 20 01 29*	120	Caisse palette étanche 660 l / Caisse étanche 80 l	Valorisation matière, Centre d'enfouissement de classe II ou valorisation énergétique et autorisé
Déchets dangereux (pâteux)	Industriels / artisans / collecteurs	03 02 01*, 03 02 02*, 03 02 03*, 03 02 04*, 03 02 05*, 04 02 14*, 04 02 16*, 04 02 19*, 08 01 11*, 08 01 13*, 08 01 15*, 08 01 17*, 08 01 19*, 08 01 21*, 08 03 12*, 08 03 14*, 08 03 16*, 08 03 17*, 08 04 09*, 08 04 11*, 08 04 13*, 08 04 15*, 08 04 17*, 11 01 15*, 11 01 16*, 11 01 98*, 15 01 10*, 15 01 11*, 15 02 02*, 16 11 01*, 16 11 03*, 16 11 05*, 20 01 27*	620	Cuve de 1 m ³ / Fût 200 l fermé et étanche / Caisse palette étanche de 660 l / Benne 8 m ³ fermée étanche	Centre de traitement spécialisé et autorisé
Déchets dangereux (solvants – huiles)	Industriels / artisans / collecteurs	04 01 03*, 05 01 05*, 05 01 06*, 05 01 08*, 07 01 03*, 07 02 03*, 07 02 04*, 07 03 01*, 07 03 03*, 07 03 04*, 07 03 07*, 07 04 03*, 07 04 04*, 07 05 03*, 07 05 04*, 07 06 01*, 07 06 03*, 07 06 04*, 07 06 07*, 07 06 08*, 07 06 09*, 07 06 10*, 07 06 11*, 07 07 03*, 07 07 04*, 08 03 19*, 12 01 06*, 12 01 07*, 12 01 08*, 12 01 09*, 12 01 10*, 12 01 12*, 12 01 14*, 12 01 19*, 12 03 01*, 12 03 02*, 13 01 01*, 13 01 04*, 13 01 05*, 13 01 09*, 13 01 10*, 13 01 11*, 13 01 12*, 13 01 13*, 13 02 04*, 13 02 05*, 13 02 06*, 13 02 07*, 13 02 08*, 13 03 01*, 13 03 06*, 13 03 07*, 13 03 08*, 13 03 09*, 13 03 10*, 13 04 01*, 13 04 02*, 13 04 03*, 13 05 01*, 13 05 02*, 13 05 03*, 13 05 06*, 13 05 07*, 13 05 08*, 13 07 01*, 13 07 02*, 13 07 03*, 13 08 99*, 14 06 01*, 14 06 02*, 14 06 03*, 14 06 05*, 16 01 07*, 16 01 13*, 16 01 14*, 16 07 08*, 19 11 04*, 20 01 13*, 20 01 26*	300	Cuve de 1 m ³ / Benne 8 m ³ étanche / En bouteilles de stockage appropriées (chlorofluorocarbones, HCFC, HFC) / Fût 200 l sur rétention / Caisse palette étanche 660 l	Centre de traitement spécialisé et autorisé
Déchets dangereux (déchets phytosanitaires)	Industriels / artisans / collecteurs	06 09 03*, 06 10 02*, 06 13 01*, 07 04 13*, 20 01 19*	60	Caisse de 660 l étanche / Petits conditionnements regroupés sur palette	Centre de traitement spécialisé et autorisé
Déchets dangereux (DEEE)	Industriels / artisans / collecteurs	09 01 11*, 09 01 12*, 16 01 09*, 16 02 09*, 16 02 10*, 16 02 11*, 16 02 13*, 16 02 15*, 17 09 02*, 20 01 23*, 20 01 35*	350	En benne fermée et étanche / Caisse palette étanche 660 l / Big Bag (déchets de construction et de démolition contenant des PCB) / Sur palette	Centre de traitement spécialisé et autorisé
Déchets	Industriels	16 01 08*, 16 06 01*, 16 06 02*,	600	Caisse palette étanche	Centre de

Nature des déchets	Origine	Codification	Quantité annuelle estimée en t	Mode de transit sur site	Filière de traitement
dangereux (tubes fluorescents, lampes usagées et piles, batteries dangereuses usagées)	/ artisans / collecteurs	16 06 03*, 16 06 06*, 17 09 01*, 20 01 21*, 20 01 33*		660 l / Benne 20 m ³ / fûts sur palette	traitement spécialisé et autorisé
Déchets dangereux (Bois dangereux)	Industriels / artisans / collecteurs	03 01 04*, 19 12 06*, 20 01 37*, 17 02 04*	350	Bennes 20 m ³	Valorisation énergétique
Déchets dangereux (Métaux dangereux)	Industriels / artisans / collecteurs	17 04 09*, 17 04 10*	350	Bennes 20 m ³	Centre de traitement spécialisé et autorisé
VHU	Industriels	16 01 04*	30 000 (avant dépollution)	Extérieur sur sol étanche	Centre de traitement spécialisé et autorisé
Gravats (déchets de démolition, rénovation, construction)	Industriels / artisans	17 01 06*, 17 03 01*, 17 03 03*, 17 08 01*	150	Big Bag / Bennes étanches	Centre de traitement spécialisé et autorisé
Déchets dangereux (amiante)	Industriels / artisans	15 02 02*, 16 01 11*, 16 01 21*, 16 02 12*, 17 05 03*, 17 06 01*, 17 06 03*, 17 06 05*, 19 12 11 *	300	Big Bag / Bennes + sachet étanche	Centre d'enfouissement de classe I ou classe II et autorisé
Déchets dangereux (divers)	Industriels / artisans / collecteurs	08 05 01*, 12 01 14*, 15 02 01*, 16 01 04*, 16 01 10*, 16 01 21*, 16 03 03*, 16 03 05*, 16 08 07*, 16 09 04*, 16 10 01*, 17 02 04*, 17 09 03*, 19 10 03*, 19 10 05*, 19 12 11*, 20 01 23*, 20 01 31*	100	Caisse étanche 80 l / Caisse étanche 660 l / Big Bag	Centre de traitement spécialisé et autorisé

ARTICLE 5.3.2. DÉCHETS INTERDITS

Ne sont pas admis sur le site, quel que soit le type de déchets et quel que soit l'installation de traitement des déchets réceptrice :

- déchets dangereux au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, autres que ceux mentionnés à l'article 5.3.1.2 ;
- sous-produits animaux de catégorie 1 tels que définis à l'article 4 du règlement (CE) n° 1774/2002 ;
- Tout déchet dont la teneur en PCB, tel que défini dans le décret n° 2001-63 du 18 janvier 2001, dépasse 50 ppm en masse ;
- Les substances chimiques non identifiées et/ou nouvelles qui proviennent d'activités de recherche et de développement ou d'enseignement et dont les effets sur l'homme et/ou sur l'environnement ne sont pas connus (par exemple, déchets de laboratoires, etc.) ;
- Tout déchet présentant l'une au moins des caractéristiques suivantes :
 - chaud (température supérieure à 60 °C),
 - radioactif, c'est-à-dire qui contient un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection,
 - pulvérulent non préalablement conditionné ou traité en vue de prévenir une dispersion,
 - à risque infectieux tel que défini dans le décret n° 97-1048 du 6 novembre 1997 relatif à l'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques et modifiant le code de la santé publique.

L'inspection des installations classées peut procéder ou faire procéder aux frais de l'exploitant à des prélèvements inopinés ou non et à des analyses par un laboratoire indépendant sur tous les déchets présents sur le site.

Une **procédure de détection de la radioactivité** et une **procédure d'information et d'intervention en cas de déclenchement d'une alarme** sont établies et portées à la connaissance de l'inspection des installations classées. En particulier, un portique de détection de radioactivité est mis en place à l'entrée du site afin que chaque camion puisse être contrôlé.

En cas de détection d'une source radioactive, le camion à l'origine du déclenchement est mis en quarantaine sur une aire spécifique (située entre le bassin de régulation et l'aire d'exploitation des ferrailles) et un périmètre de sécurité est mis en place à l'aide d'un radiamètre portable. L'inspection des installations classées est tenue informée de ce déclenchement.

ARTICLE 5.3.3. CRITÈRES D'ADMISSION

Les déchets pourront être admis sur l'une des installations du site uniquement s'ils respectent les dispositions du chapitre 5.3 des présentes prescriptions ainsi que les critères d'admission propres à cette installation le cas échéant.

ARTICLE 5.3.4. PROCÉDURE D'INFORMATION PRÉALABLE

Avant d'admettre un déchet sur l'une des installations du site et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant doit demander au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une **information préalable** sur la nature de ce déchet. Cette **information préalable** doit être renouvelée tous les ans et conservée au moins deux ans par l'exploitant.

l'**information préalable** contient les éléments nécessaires à la **caractérisation de base**. Ces éléments sont précisés à l'article 5.3.5.1 des présentes prescriptions. l'exploitant, s'il l'estime nécessaire, sollicite des informations complémentaires.

l'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise, le cas échéant dans ce recueil les motifs pour lesquels il a refusé l'admission d'un déchet.

ARTICLE 5.3.5. PROCÉDURE D'ACCEPTATION PRÉALABLE

Tous les déchets devant être réceptionnés par une des installations du site, qu'ils soient d'origine extérieure au site ou produits par l'une des installations du site, sont soumis à la **procédure d'acceptation préalable** définie au présent article à l'exception :

- des déchets municipaux classés comme non dangereux,
- des fractions non dangereuses collectées séparément des déchets ménagers,
- des matériaux non dangereux de même nature provenant d'autres origines.

Les déchets issus du process d'installations industrielles sont clairement soumis à la **procédure d'acceptation préalable**.

La **procédure d'acceptation préalable** comprend deux niveaux de vérification : la **caractérisation de base** et la **vérification de la conformité**.

Le producteur, ou détenteur, du déchet doit en premier lieu faire procéder à la **caractérisation de base**.

Le producteur, ou détenteur, du déchet doit ensuite, et au plus tard un an après la réalisation de la **caractérisation de base**, faire procéder à la **vérification de la conformité**. Cette vérification de la conformité est à renouveler au minimum une fois par an.

Un déchet ne peut être admis sur l'une des installations de traitement des déchets du site qu'après délivrance par l'exploitant au producteur, ou détenteur, d'un **certificat d'acceptation préalable**. Ce certificat est établi au vu des résultats de la **caractérisation de base** et, si celle-ci a été réalisée il y a plus d'un an, de la **vérification de la conformité**. La durée de validité d'un tel certificat est d'un an au maximum.

Article 5.3.5.1. Caractérisation de base

La **caractérisation de base** est la première étape de la **procédure d'acceptation**. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'admission.

La **caractérisation de base** est exigée pour chaque type de déchets. S'il ne s'agit pas d'un déchet produit dans le cadre d'un même processus, chaque lot de déchets devra faire l'objet d'une caractérisation de base.

5.3.5.1.1. Informations à fournir

Les informations à fournir sont les suivantes :

- source et origine du déchet,
- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits),
- données concernant la composition du déchet et son comportement en matière de lixiviation,
- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique),
- code déchet conforme à la réglementation en vigueur,
- précautions éventuelles à prendre au niveau de l'installation de traitement des déchets réceptrice.

5.3.5.1.2. Essais à réaliser

Le contenu de la caractérisation, l'ampleur des essais en laboratoire requis et les relations entre la **caractérisation de base** et la **vérification de la conformité** dépendent du type de déchets et des **critères d'admission** fixés pour chaque installation de traitement des déchets du site.

Il convient cependant de réaliser a minima le **test de potentiel polluant**. Les essais réalisés lors de la **caractérisation de base** doivent de plus toujours inclure les essais prévus à la **vérification de la conformité** et un essai permettant, si nécessaire, de connaître la radioactivité.

Les tests et analyses relatifs à la caractérisation de base peuvent être réalisés sous la responsabilité du producteur du déchet ou de l'exploitant.

Il est possible de ne pas effectuer les essais correspondant à la **caractérisation de base** après accord de l'inspection des installations classées dans les cas suivants :

- toutes les informations nécessaires à la caractérisation de base sont connues et dûment justifiées,
- le déchet fait partie d'un type de déchets pour lesquels la réalisation des essais présente d'importantes difficultés ou entraînerait un risque pour la santé des intervenants ou, le cas échéant, pour lequel on ne dispose pas de procédure d'essai ni de critère d'admission.
-

Un déchet ne sera admissible que si les **critères d'admission** sont respectés à l'issue notamment du **test de potentiel polluant**.

Dans le cas de déchets régulièrement produits dans un même processus industriel, la **caractérisation de base** apportera des indications sur la variabilité des différents paramètres caractéristiques des déchets.

Par défaut, le **test de potentiel polluant** à appliquer est le test de lixiviation normalisé NF EN 12457-2 et l'analyse des concentrations contenues dans le lixiviat porte a minima sur :

- les métaux : As, Ba, Cr total, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se et Zn,
- les fluorures,
- l'indice phénols,
- le carbone organique total sur éluat,
- l'évaluation de la siccité du déchet brut,
- l'évaluation de la fraction soluble,
- tout autre paramètre reflétant les caractéristiques des déchets en matière de lixiviation.

Article 5.3.5.2. Vérification de la conformité

Quand un déchet a été jugé admissible à l'issue d'une **caractérisation de base**, une **vérification de la conformité** est à réaliser au plus tard un an après et à renouveler une fois par an. Dans tous les cas, l'exploitant veillera à ce que la portée et la fréquence de la **vérification de la conformité** soient conformes aux prescriptions de la **caractérisation de base**.

La vérification de la conformité vise à déterminer si le déchet est conforme aux résultats de la **caractérisation de base** et aux **critères d'admission**.

Les paramètres déterminés comme critiques lors de la **caractérisation de base** doivent en particulier faire l'objet de tests. La vérification doit montrer que le déchet satisfait aux valeurs limites fixées pour les paramètres critiques. Sous réserve de l'accord de l'inspection des installations classées et pour un flux de déchets précis, certains paramètres non déterminés comme critiques lors de la **caractérisation de base** pourront ne pas être analysés dans la vérification de la conformité.

Les essais utilisés pour la vérification de la conformité sont choisis parmi ceux utilisés pour la **caractérisation de base**. Ces essais comprennent au moins le **test de potentiel polluant**.

Les tests et analyses relatifs à la **vérification de la conformité** sont réalisés sous la responsabilité de l'exploitant.

Les déchets exemptés des obligations d'essai pour la **caractérisation de base** sont également exemptés des essais de **vérification de la conformité**. Ils doivent néanmoins faire l'objet d'une vérification de leur conformité avec les informations fournies lors de la **caractérisation de base**.

Les résultats des essais sont conservés par l'exploitant et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée de trois ans après leur réalisation.

ARTICLE 5.3.6. VÉRIFICATION SUR PLACE

Toute arrivée de déchets au sein de l'une des installations du site fait l'objet des vérifications décrites au présent article. Ces vérifications doivent pouvoir être aisément réalisées à l'arrivée de ces déchets. Le mode de livraison des déchets doit être adapté à l'exercice systématique de ces vérifications.

Chaque chargement de déchets fait l'objet d'une inspection visuelle et éventuellement d'un contrôle olfactif avant ou après le déchargement.

À cette occasion, les documents suivants sont de plus vérifiés :

- le cas échéant, les documents requis par le règlement CE 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets,
- le cas échéant, le **certificat d'acceptation préalable** en cours de validité,
- le bordereau de suivi du déchet,
- tout autre exemplaire original d'un document de suivi qui s'avérerait nécessaire.

Par ailleurs le chargement de déchets fait l'objet des vérifications suivantes :

- mesure de la température si nécessaire,
- détection de la radioactivité si le déchet est d'origine extérieure au site, c'est-à-dire non produit par l'une des installations de traitement des déchets du site.

La vérification sur place a pour objet notamment de vérifier la conformité des déchets réceptionnés avec les informations fournies lors de l'**information préalable**. Toute livraison de déchets n'ayant pas fait l'objet d'une **information préalable** est refusée.

En cas de non-présentation des documents susvisés ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, le chargement est refusé. L'exploitant adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard 12 heures après le refus, une copie de la notification motivée du refus de chargement à l'inspection des installations classées, au préfet de Seine-Maritime, au préfet du département du producteur du déchet, au producteur, ou détenteur, du déchet et, si nécessaire, aux différents intermédiaires notés sur le bordereau de suivi.

Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement peuvent être déterminées en fonction des procédures de surveillances appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière d'élimination.

Lorsque les déchets sont livrés conditionnés, une vérification de tout chargement individualisé arrivant sur le site est impérative. Le mode de conditionnement doit permettre la libre réalisation de ces vérifications. Il appartient, le cas échéant, à l'exploitant de décider de la nécessité de procéder à un nouveau conditionnement.

Lorsque le déchet est définitivement accepté, un accusé de réception est délivré au producteur ou détenteur du déchet.

CHAPITRE 5.4. PRÉSENTATION DES INSTALLATIONS DU SITE RELATIVES AUX DÉCHETS

Le site dispose des installations suivantes de tri, transit, regroupement et/ou traitement de déchets qui respectent les prescriptions ci-après définies :

Type de déchets	Condition de stockage	Surface / hauteur maximale de déchets
Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage de VHU et différents moyens de transport hors d'usage		
VHU	Aire extérieure	Surface de 4340 m² (hors tente de désamiantage) Hauteur < 3 m (2 véhicules superposés) pour les véhicules en attente de dépollution Hauteur < 4,50 m pour les véhicules dépollués, paquetés en cubes ou en galettes
Désamiantage de VHU	Sablage dans un espace confiné	Tente d'une superficie globale de 3600 m²
Transit, regroupement et tri de métaux et déchets de métaux non dangereux		
Métaux précieux et déchets de métaux précieux	Bâtiment dédié, Stockage en vrac et/ou caisses	Aire de dépôt de ferraille et métaux : Surface de 10 000 m² Hauteur < 6 m
Autres métaux et déchets de métaux	Airé dédiée, Stockage en vrac et/ou cases après opérations de tri	
Transit, regroupement et tri de déchets de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, bois (déchets Industriels non Dangereux)		
En vrac	Aire DAE DND sur lequel s'effectue un pré-tri, Puis chaîne de tri et mise en balles sous bâtiment production	<u>Aire DAE DND :</u> 3 600 m² pour une capacité maximale de 16 970 m³, Hauteur déchets < 6 m Capacité maximale de l'aire DIB : 10 714 m³ papiers/cartons, 4 166 m³ plastiques, 90 m³ caoutchouc (pneus) 2 000 m³ bois dont 900 m³ bois sec 1 670 m³ en vrac et 900 m³ (30 bennes de 30 m³) déchets non dangereux non inertes <u>Bâtiment production :</u> Surface de 2 200 m² + 2 auvents de 800 m² Stockage des balles sur 4 hauteurs maximum (< 4,50 m)
Mono flux (papiers-cartons et plastiques)	Bâtiment production (tri et mise en balle)	
Balles produites	Auvents situés de part et d'autre du bâtiment production	
Transit, regroupement et tri de déchets non dangereux, non inertes		
Déchets non dangereux, non inertes En vrac ou mono-flux	Aire DAE DND : En vrac ou en bennes	
Transit et regroupement de déchets dangereux ou contenant des substances /préparations dangereuses		
Déchets pâteux, acides/bases, solvants usagés, déchets phytosanitaires, aérosols, bois dangereux, métaux dangereux, gravats dangereux, amiante autres déchets divers dangereux	Aire ou bâtiment Déchets d'Activité économique Dangereux (DAE DD), selon le mode de conditionnement Regroupement de déchets réalisé dans le bâtiment DAE DD sous hotte	<u>Aire DAE DD :</u> 1 200 m² <u>Bâtiment DAE DD :</u> 400 m² Quantité de déchets dangereux présents simultanément sur le site : 1140 tonnes – pour les déchets toxiques : 1,8 t

Type de déchets	Condition de stockage	Surface / hauteur maximale de déchets
	aspiratrice Stockage des déchets regroupés dans le bâtiment DAE DD ou sur l'aire DAE DD	<ul style="list-style-type: none"> – pour les déchets dangereux pour l'environnement (toxiques pour les organismes aquatiques): 40 t – pour les déchets présentant des risques physiques (combustibles, inflammables, alcools...) : 950 t – pour les déchets liquides inflammables : 60 t – pour les bois dangereux : 20 t – pour les métaux dangereux : 25 t – pour les gravats dangereux : 10 t – pour l'amiante : 25 t
Traitement des déchets dangereux et non dangereux		
Emballages vides souillés ayant contenus des substances ou préparations dangereuses ou déchets dangereux	Broyage sur l'aire DID par un broyeur fixe	
Installation de traitement de pièces recouvertes d'amiante ou de peinture de plomb	Sablage dans un espace confiné	Tente de 3600 m ²
Métaux	Broyage sur l'aire Ferrailles/métaux par une presse et cisailles mobiles	
Déchets non dangereux	Broyage sur l'aire DAE ND par un broyeur mobile de 160 kW	
	Unité de granulation de déchets plastiques par une extrudeuse de 8,5 t/j	Bâtiment d'une surface de 1515 m ²
Concassage et criblage de produits minéraux		
Déchets inertes	Aire gravats Concasseur d'une puissance de 190 kW	Surface : 1000 m ² hauteur < 6 m
Déchetterie (réservée aux professionnels et artisans)		
Déchets de travaux sur chantiers, déchets de démolition, rénovation et construction	Zone séparée du reste de l'exploitation de tri, transit, regroupement de déchets, à l'Est du site	Superficie de 2 420 m ²
Transit d'équipements électriques et électroniques mis au rebut (DEEE)		
Appareils ménagers, équipements informatiques et de télécommunication, matériel grand public (TV, éclairage, radio-réveil...)	Aire ferrailles / métaux, en bennes fermées et étanches	800 m ² de l'aire ferrailles / métaux sont dédiés au transit de DEEE

CHAPITRE 5.5. INSTALLATION DE STOCKAGE, DÉPOLLUTION, DÉMONTAGE, DÉCOUPAGE DE VHU ET DIFFÉRENTS MOYENS DE TRANSPORT HORS D'USAGE

L'activité réservée au démantèlement des VHU et autres moyens de transport hors d'usage et au stockage des pièces générées se situe au Nord de la zone d'exploitation ferraille.

DÉSAMIANTAGE

La société GARDET ET DE BEZENAC est autorisée à désamianter en moyenne 25 unités ferroviaires par mois (soit une quantité maximale de 300 unités ferroviaires par an) à compter de la notification du présent arrêté complémentaire.

L'exploitant s'assure que les wagons et autres matériels ferroviaires en attente de démantèlement sont au préalable dépollués (retrait des fluides) par la SNCF puis stockés à l'intérieur du site ou sur la zone temporaire ferroviaire privée qui jouxte le site, et que les opérations de désamiantage se déroulent dans un local adapté et confiné, dans l'enceinte de l'entreprise.

Les zones de curage vert sont dédiées uniquement à l'enlèvement des équipements qui ne contiennent pas et qui ne sont pas en contact direct avec l'amiante. Il ne peut non plus y être stocké des substances dangereuses susceptibles de polluer les sols.

Les opérations de désamiantage sont réalisées dans le respect de la réglementation en vigueur, en particulier les dispositions prescrites par le code du travail.

Le port des équipements de protection nécessaires est obligatoire pour les opérateurs afin d'éviter la dispersion des fibres d'amiante.

Avant le démarrage des opérations, l'exploitant réalise un diagnostic amiante afin de confirmer, préciser ou écarter la présence d'amiante dans les différents composants d'une unité ferroviaire.

En sortie de ligne de désamiantage, les unités ferroviaires sont cisaillées et les bogies oxycoupées.

L'installation de désamiantage est conçue et exploitée de façon à éviter et à limiter l'émission de fibres d'amiante :

- lors des opérations de désamiantage des unités ferroviaires,
- lors des opérations de stockage, d'évacuation et de transport des emballages contenant des déchets amiantés vers les filières agréées,
- lors des opérations de manipulation de l'amiante et des charges,
- lors des entrées/sorties du personnel.

En cas de présence d'amiante dans le revêtement de la structure de l'unité ferroviaire, les opérations de découpage et de désamiantage de l'unité ferroviaire sont réalisées en espace confinée statiquement et dynamiquement par des extracteurs d'air équipés de filtres à très haute efficacité permettant d'éviter la dispersion de fibres d'amiante dans l'environnement extérieur.

Le renouvellement d'air dans la zone confinée est d'au moins 6 volumes/heure et les entrées d'air supplémentaires nécessaires sont munies de clapets anti-retour.

Sans préjudice des dispositions du code du travail et en phase normale de fonctionnement, les locaux sont convenablement ventilés. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés.

Les entrées et sorties du personnel et des déchets se font par des sas de décontamination. Une zone dédiée uniquement au stockage de déchets amiantés doit être balisée. Tout emballage contenant des déchets amiantés dégradé ou déchiré doit être réparé.

ARTICLE 5.5.1. DÉMANTÈLEMENT D'ENGINS MILITAIRES

L'exploitant s'assure que les engins militaires admis sur le site ont été préalablement démilitarisés. Les justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 5.6. AGRÉMENT DE L'INSTALLATION DE DÉMONTAGE DES VHU

ARTICLE 5.6.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitation du centre agréé VHU (voitures particulières, camionnettes, cyclomoteurs à trois roues tels que définis au R 543-154) se fait conformément à la section 9 du titre IV (DÉCHETS) du livre V (PRÉVENTION DES POLLUTIONS DES RISQUES ET DES NUISANCES) de la partie réglementaire du code de l'environnement, notamment en ce qui concerne la valorisation et/ou l'élimination des pièces issues de leur démontage (article R543-158-1 du code de l'environnement).

ARTICLE 5.6.2. CAHIER DES CHARGES RELATIF A L'AGRÉMENT

L'exploitant respecte le cahier des charges suivant, conformément à l'article R543-164 du code de l'environnement.

Article 5.6.2.1.

Les opérations de dépollution suivantes sont réalisées avant tout autre traitement du véhicule hors d'usage :

- les batteries, les pots catalytiques et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés ;
- les éléments filtrants contenant des fluides, comme, par exemple, les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation du moteur ;
- les composants susceptibles d'exploser, y compris les airbags et les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ;
- les carburants, les huiles de carters, les huiles de transmission, les huiles de boîtes de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, les liquides antigels et les liquides de freins ainsi que tout autre fluide présent dans le véhicule hors d'usage sont retirés, et stockés séparément le cas échéant, notamment en vue d'être collectés, à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties de véhicule concernées ;
- le retrait, la récupération et le stockage de l'intégralité des fluides frigorigènes sont obligatoires en vue de leur traitement ;
- les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobenzènes (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ;
- les composants recensés comme contenant du mercure sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ;
- les pneumatiques sont démontés de manière à préserver leur potentiel de réutilisation ou de valorisation.

Les éléments suivants sont extraits du véhicule :

- composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé ;
- composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableaux de bord, récipients de fluides, etc.), sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé de manière à pouvoir réellement être recyclés en tant que matériaux ;
- verre, sauf si le centre VHU peut justifier qu'il est séparé du véhicule par un autre centre VHU, en totalité à partir du 1er juillet 2013.

L'exploitant du centre VHU est tenu de contrôler l'état des composants et éléments démontés en vue de leur réutilisation et d'assurer, le cas échéant, leur traçabilité par l'apposition d'un marquage approprié, lorsqu'il est techniquement possible. Les pièces destinées à la réutilisation peuvent être mises sur le marché sous réserve de respecter les réglementations spécifiques régissant la sécurité de ces pièces ou, à défaut, l'obligation générale de sécurité définie par l'article L. 221-1 du code de la consommation.

La vente aux particuliers de composants à déclenchement pyrotechnique est interdite.

Les opérations de stockage sont effectuées de façon à ne pas endommager les composants et éléments réutilisables ou valorisables, ou contenant des fluides.

Seul le personnel du centre VHU est autorisé à accéder aux véhicules hors d'usage avant les opérations de dépollution visées à l'article 5.6.2.1 des présentes prescriptions.

L'exploitant du centre VHU est tenu de ne remettre :

- les véhicules hors d'usage traités préalablement dans ses installations, qu'à un broyeur agréé ou, sous sa responsabilité, à un autre centre VHU agréé ou à toute autre installation de traitement autorisée à cet effet dans un autre État membre de la Communauté européenne, dès lors que le transfert transfrontalier des véhicules hors d'usage est effectué dans le respect des dispositions du règlement no 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;
- les déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage qu'à des installations respectant les dispositions de l'article R. 543-161 du code de l'environnement.

L'exploitant du centre VHU est tenu de communiquer chaque année au préfet du département dans lequel l'installation est exploitée, et à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, sous forme électronique à partir de 2013, la déclaration prévue par l'application du 5o de l'article R. 543-164 du code de l'environnement.

Cette déclaration comprend :

- a) Les informations sur les certifications obtenues notamment dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène, de la sécurité, du service et de la qualité ;
- b) Le nombre et le tonnage des véhicules pris en charge ;
- c) L'âge moyen des véhicules pris en charge ;
- d) La répartition des véhicules pris en charge par marque et modèle ;
- e) Le nombre et le tonnage de véhicules hors d'usage préalablement traités remis, directement ou via d'autres centres VHU agréés, à des broyeurs agréés, et répartis par broyeur agréé destinataire ;
- f) Le tonnage de produits et déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage remis à des tiers ;
- g) Les taux de réutilisation et recyclage et réutilisation et valorisation atteints ;
- h) Les nom et coordonnées de l'organisme tiers désigné au 15o du présent cahier des charges ;
- i) Le cas échéant, le nom du ou des réseau(x) de producteur(s) de véhicules dans lequel s'inscrit le centre VHU.

Lorsqu'un transfert de véhicule(s) hors d'usage est opéré entre deux centres VHU agréés, l'obligation de déclarer au sens du 5o de l'article R. 543-164 pèse sur l'exploitant du premier centre VHU agréé qui a pris en charge le véhicule. Dans ce cas, le deuxième centre VHU agréé a l'obligation de communiquer au premier centre VHU agréé les données nécessaires à ce dernier pour répondre à son obligation de déclarer au sens du 5o de l'article R. 543-164.

La communication de ces informations pour l'année n intervient au plus tard le **31 mars de l'année $n + 1$** .

Le contenu de la déclaration est vérifié et validé par l'organisme tiers désigné à l'article 5.6.2.15 des présentes prescriptions **avant le 31 août de l'année $n + 1$** . À partir de 2013, l'organisme tiers réalise également une validation en ligne de la déclaration.

L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie délivre un récépissé de déclaration. La fourniture de ce récépissé est une des conditions nécessaires au maintien de l'agrément préfectoral.

L'exploitant du centre VHU doit tenir à la disposition des opérateurs économiques avec lesquels il collabore, ou avec lesquels il souhaite collaborer, ses performances en matière de réutilisation et recyclage et de réutilisation et valorisation des véhicules hors d'usage.

L'exploitant du centre VHU doit tenir à la disposition de l'instance définie à l'article R. 543-157-1 les données comptables et financières permettant à cette instance d'évaluer l'équilibre économique de la filière.

L'exploitant du centre VHU est tenu de se conformer aux dispositions de l'article R. 322-9 du code de la route lorsque le véhicule est pris en charge pour destruction, et notamment de délivrer au détenteur du véhicule hors d'usage un certificat de destruction au moment de l'achat.

L'exploitant du centre VHU est tenu de constituer, le cas échéant, une garantie financière, dans les conditions prévues à l'article L. 516-1 du code de l'environnement.

L'exploitant du centre VHU est tenu de se conformer aux dispositions relatives aux sites de traitement et de stockage des véhicules et des fluides, matériaux ou composants extraits de ces véhicules, suivantes :

- les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir ;
- les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage non dépollués sont revêtus, pour les zones appropriées comprenant *a minima* les zones affectées à l'entreposage des véhicules à risque ainsi que les zones affectées à l'entreposage des véhicules en attente d'expertise par les assureurs, de surfaces imperméables avec dispositif de collecte des fuites, décanteurs et épurateurs-dégraisseurs ;
- les emplacements affectés au démontage et à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers sont revêtus de surfaces imperméables, lorsque ces pièces et produits ne sont pas eux-mêmes contenus dans des emballages parfaitement étanches et imperméables, avec dispositif de rétention ;
- les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs appropriés ;
- les fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, liquides antigels, liquides de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) sont entreposés dans des réservoirs appropriés, le cas échéant séparés, dans des lieux dotés d'un dispositif de rétention ;
- les pneumatiques usagés sont entreposés dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie, à favoriser leur réutilisation, leur recyclage ou leur valorisation, et dans les régions concernées par la dengue et autres maladies infectieuses tropicales, à prévenir le risque de prolifération des moustiques ;
- les eaux issues des emplacements affectés au démontage des moteurs et pièces détachées, mentionnées ci-dessus, y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels, sont récupérées et traitées avant leur rejet dans le milieu naturel, notamment par passage dans un décanteur-déshuileur ou tout autre dispositif d'effet jugé équivalent par l'inspection des installations classées ; le traitement réalisé doit assurer que le rejet des eaux dans le milieu naturel n'entraînera pas de dégradation de celui-ci ;
- le demandeur tient le registre de police défini au chapitre Ier du titre II du livre III de la partie réglementaire du code pénal.

En application du 12o de l'article R. 543-164 du code de l'environnement susvisé, l'exploitant du centre VHU est tenu de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage, en dehors des métaux, des batteries et des fluides issus des opérations de dépollution, de 3,5 % de la masse moyenne des véhicules et d'un taux de réutilisation et de valorisation minimum de 5 % de la masse moyenne des véhicules, y compris par le biais d'une coopération avec d'autres centres VHU agréés.

En application du 12o de l'article R. 543-164 du code de l'environnement susvisé, l'exploitant du centre VHU est également tenu de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage participant à l'atteinte des objectifs fixés à l'article R. 543-160, y compris par le biais d'une coopération avec les autres opérateurs économiques : en particulier, il s'assure que les performances des broyeurs à qui il cède les véhicules hors d'usage qu'il a traités, ajoutées à ses propres performances, permettent l'atteinte des taux mentionnés à l'article R. 543-160 du code de l'environnement.

L'exploitant du centre VHU est tenu d'assurer la traçabilité des véhicules hors d'usage, notamment en établissant en trois exemplaires un bordereau de suivi mentionnant les numéros d'ordre des carcasses de véhicules hors d'usage correspondants aux numéros se trouvant dans le livre de police, ainsi que les tonnages associés (modèle en annexe III du présent arrêté). Un exemplaire du bordereau est conservé par le centre VHU, les deux autres exemplaires étant envoyés au broyeur avec le ou les lot(s) de véhicules hors d'usage préalablement traités correspondants.

L'exploitant du centre VHU est tenu de disposer de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 du code de l'environnement. Cette attestation est de catégorie V conformément à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé.

L'exploitant du centre VHU fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément par un organisme tiers accrédité pour un des référentiels suivants :

- vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) no 761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14 001 ;
- certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS QUALICERT ;
- certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le Bureau Veritas Certification.

Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet du département dans lequel se situe l'installation.

CHAPITRE 5.7. UNITÉ DE TRAITEMENT DES PLASTIQUES (LIGNE PLASTIQUES)

L'activité dédiée à la ligne de plastique se situe dans le bâtiment principal à l'Est du site.

Les déchets admis sur l'installation sont des déchets d'emballage en plastiques pré-triés de films ou broyats (PEBD / PP) en vue d'un recyclage matière par granulation.

Les autres déchets plastiques en particulier ceux issus de DEEE et ceux ayant contenu ou ayant été mis en contact avec des substances dangereuses ne sont pas admis sur cette installation.

Les matières issues de cette unité gardent statut de déchet conformément à l'avis publié au JO du 13 janvier 2016 sur le statut de ce qui est produit par une installation de traitement de déchet.

La traçabilité des matières commercialisées est assurée par le registre prévu à l'article 5.1.6.2.

Le cas échéant, l'exploitant peut demander une sortie de statut de déchet de ces matières en déposant une demande conformément aux procédures prévues à l'article D.541-12-4 et suivants du code de l'environnement. Dans ce cas la traçabilité des matières commercialisées est assurée par le registre prévu à l'article 5.1.6.4.

La nature et le volume des activités envisagées pour l'unité de ligne plastique sont indiqués dans le tableau suivant :

Nature	Volume
Stockage de déchets plastiques en balle (entrants)	156 balles soit environ 200 m ³ Stockage sur 3 hauteurs soit 3 m
Stockage de big-bag de granulés (sortants)	120 big-bags soit environ 200 m ³ Stockage sur 1 hauteur soit 2,10 m
Unité de granulation : extrudeuse principale	8,5 t/j
Extrudeuse de laboratoire	0,5 t/j

CHAPITRE 5.8. AGRÉMENT DES INSTALLATIONS DE COLLECTE ET TRI D'EMBALLAGES

Le présent arrêté vaut agrément au titre de l'article R. 543-71 du code de l'environnement dans les conditions suivantes :

Nature des emballages	Provenance interne/externe	Quantité maximale admise	conditions de valorisation
Emballages issus d'activités économiques (cartons, films plastiques, palettes...)	EXTERNE	40 000 t papiers – cartons 7 500 t plastiques	Tri, mise en balles Expédition pour une valorisation matière

Lors de la prise en charge des déchets d'emballage d'un tiers, un contrat écrit est passé avec ce dernier en précisant la nature et la quantité des déchets pris en charge. Ce contrat doit viser cet agrément et joindre éventuellement ce dernier en annexe. De plus, dans le cas de contrats signés pour un service durable et répété, à chaque cession, un bon d'enlèvement est délivré en précisant les quantités réelles et les dates d'enlèvement.

Dans le cas où la valorisation nécessite une étape supplémentaire dans une autre installation agréée, la cession à un tiers se fait avec la signature d'un contrat similaire à celui mentionné ci-dessus. Si le repreneur est l'exploitant d'une installation classée, le pétitionnaire s'assure qu'il bénéficie de l'agrément pour la valorisation des déchets d'emballages pris en charge. Si le repreneur exerce des activités de transport, négoce, courtage, le pétitionnaire s'assure que ce tiers est titulaire d'un récépissé de déclaration pour de telles activités.

Pendant une période de 5 ans, doivent être tenus à la disposition des agents chargés du contrôle mentionnés aux articles L. 541-44 et L. 541-45 du code de l'environnement :

- les dates de prise en charge des déchets d'emballages, la nature et les quantités correspondantes, l'identité des détenteurs antérieurs, les termes du contrat, les modalités de l'élimination (nature des valorisations opérées, proportion éventuelle de déchets non valorisés et leur mode de traitement) ;
- les dates de cession, le cas échéant, des déchets d'emballages à un tiers, la nature et les quantités correspondantes, l'identité du tiers, les termes du contrat et les modalités d'élimination ;
- les quantités traitées, éliminées et stockées, le cas échéant et les conditions de stockage ;
- les bilans mensuels ou annuels selon l'importance des transactions.

Tout projet de modification significative de l'activité du titulaire ou des moyens qu'il met en œuvre est porté à la connaissance du Préfet, préalablement à sa réalisation.

CHAPITRE 5.9. INSTALLATION DE TRI, TRANSIT, REGROUPEMENT ET TRAITEMENT DES DÉCHETS

ARTICLE 5.9.1. NATURE ET TRAITEMENT DES DÉCHETS ADMISSIBLES

Avant expédition, les déchets suivants transitent par le site et subissent les opérations suivantes :

Type de déchets	Opérations sur le déchet	Localisation sur le site
Déchets en mélange	Pré-tri à l'aide d'une pelle à grappin et/ou chaîne de tri, en vue de la séparation des papiers, cartons, plastiques et refus	Aire DAE DND et bâtiment production
Papiers-cartons	Tri à la chaîne et à l'aide d'engins de manutention, mise en balle (regroupement)	Bâtiment production
Journaux, revues, magazines	Mise en balle ou vrac	Bâtiment production
Plastiques	Mise en balle (regroupement)	Bâtiment production
Refus	-	Aire DAE DND pour expédition (incinération et/ou stockage)
Métaux et déchets de métaux	Transit, tri, cisaillage (presse-cisaille) et regroupement	Dépôt ferrailles / métaux (vrac) puis cases ferrailles / métaux ou bâtiment « stockage ferreux » après opérations sur déchets
Déchets dangereux en contenants d'1 m3	Transit, regroupement	Aire et Bâtiment DAE DD
Déchets dangereux en petits contenants	Tri, transit, regroupement	Aire et Bâtiment DAE DD
Déchets dangereux de type emballages	Tri, transit, broyage , regroupement	Aire et Bâtiment DAE DD
Déchets dangereux en vrac	Transit, regroupement	Aire et Bâtiment DAE DD
Caoutchouc	Tri manuel ou mécanique, transit, regroupement	En benne sur zone VHU

Type de déchets	Opérations sur le déchet	Localisation sur le site
Bois	Tri mécanique, broyage , transit, regroupement	Au Nord-Ouest de l'aire DAE DND, en cellule sur deux côtés délimitée par mégabloc
Déchets non dangereux non inertes	Tri, broyage éventuel , transit, regroupement	Aire DAE DND
DEEE	Transit, regroupement, démantèlement interdit	Au Sud de l'aire VHU, en cellule délimitée par mégabloc
Déchets inertes (gravats...)	Tri, transit, concassage par concasseur mobile	Aire gravats
Déchets non dangereux de plastique (PEBD et PP)	Broyage mécanique puis granulation par extrudeuse	Bâtiment principal (ligne de plastique)

ARTICLE 5.9.2. CONDITIONS D'ACCEPTATION ET D'EXPÉDITION DES DÉCHETS

En plus des dispositions indiquées au chapitre 5.3 des présentes prescriptions, les déchets accueillis sur l'installation de tri, transit, regroupement et traitement de déchets respectent les mesures suivantes :

Article 5.9.2.1. Déchets autorisés

Sont autorisés les déchets suivants :

- déchets non dangereux : papier, carton, journaux, revues, magazines, matières plastiques, métaux, bois, gravats, déchets non dangereux non inertes, ordures ménagères, pneumatiques, DEEE ;
- déchets dangereux : pâteux, acides/bases, solvants usagés, déchets phytosanitaires, DEEE dont tubes fluorescents, lampes usagées, piles, batteries..., aérosols, bois dangereux, métaux dangereux, gravats dangereux, amiante et divers.

Article 5.9.2.2. Déchets interdits

Sont interdits :

- les déchets présentant l'une des caractéristiques suivantes : explosif, radioactif, non pelle-table, pulvérulent non conditionné, contaminé, les enrobés contenant du goudron ;
- les déchets dangereux sur la chaîne de tri.

Article 5.9.2.3. Expédition des déchets

L'expédition des déchets vrac en benne ouverte ne sera autorisée qu'après la mise en place d'une bâche ou d'un filet de protection

ARTICLE 5.9.3. PAPIERS, CARTONS, PLASTIQUES

Le parc machines concourant aux opérations de tri de ce type de déchets sera constitué d'une pelle hydraulique à grappin, d'une chargeuse, d'un chariot élévateur et d'une chaîne de tri mécanisée.

La presse à balle permet de conditionner les papiers, cartons et plastiques. Son alimentation se fait par l'intermédiaire de la chargeuse et/ou de la pelle hydraulique à grappin. Les balles sont ensuite reprises par un engin de manutention à pince pour stockage. Les balles sont stockées sous auvent en attente de leur expédition sur **4 niveaux maximum** (environ 4,50 m de hauteur).

ARTICLE 5.9.4. DÉCHETS DANGEREUX

Quantité de déchets dangereux présents dans l'installation

Les déchets dangereux sont déchargés sur l'aire DAE DD après contrôle de leur qualité et des tonnages en stock.

Les déchets dangereux présents sur le site ne doivent pas dépasser les seuils fixés dans le tableau du chapitre 5.4 des présentes prescriptions.

Article 5.9.4.1. Exploitation de l'installation de tri, transit, regroupement des déchets dangereux

Les déchets en petits contenants sont stockés dans le bâtiment DAE DD, sur racks et en fonction de leur compatibilité. Ils sont reconditionnés en contenant de volume supérieur avant expédition.

Un **affichage** est mis en place et une **consigne spécifique d'exploitation** est rédigée afin d'informer le personnel sur la compatibilité des déchets et les opérations à réaliser dans le cadre de la manipulation des déchets dangereux.

Les opérations de regroupement se font sous hotte aspirante à l'aide de matériel ATEX.

Le mélange des déchets dangereux est autorisé dans le seul cadre des opérations de regroupement. Seuls des déchets de même composition peuvent être mélangés.

Les déchets dangereux de type emballages peuvent être broyés avant expédition (à l'aide d'un broyeur lent de 45 kW).

Les déchets dangereux en vrac ne font l'objet d'aucun traitement et sont uniquement regroupés.

ARTICLE 5.9.5. DÉCHETS INERTES ET GRAVATS

Les déchets inertes (type gravats) sont déchargés sur leur aire de stockage et triés.

Une chargeuse alimentera une trémie de gravats pour être concassés puis transportés vers un crible pour obtenir des tas de différentes granulométries.

Les déchets admissibles sur ce type d'installation doivent répondre aux critères définis dans les annexes I ou II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux installations de stockage de déchets inertes. Notamment, tout déchet contenant de l'**amiante** est strictement interdit sur l'installation.

CHAPITRE 5.10. DÉCHETTERIE**ARTICLE 5.10.1. FONCTIONNEMENT**

La déchetterie est ouverte uniquement aux professionnels et artisans.

Un contrôle visuel des déchets est exercé à l'entrée par du personnel compétent qui se charge de diriger le producteur vers la benne appropriée au type de déchets apportés.

Les bennes de la déchetterie sont ensuite envoyées et vidées vers l'installation de tri transit, regroupement de déchets du site :

- transit des déchets mono-matériaux, selon les conditions d'exploitation définies ci-avant, en attente de reprise et d'expédition vers les filières dûment autorisées ;
- tri et conditionnement pour les bennes de déchets en mélange, selon les conditions d'exploitation définies ci-avant, en attente de reprise et d'expédition vers les filières dûment autorisées.

Un panneau est affiché à l'entrée de la déchetterie listant les déchets acceptés ainsi que les modalités de circulation.

Chaque véhicule est pesé en entrée et sortie de la déchetterie. Les tonnages des déchets collectés sont enregistrés sur un registre.

La réception d'amiante non friable fait l'objet d'une procédure spécifique.

ARTICLE 5.10.2. CONDITIONS D'ACCEPTATION DES DÉCHETS**Article 5.10.2.1. Déchets autorisés**

L'accueil des déchets suivants est autorisé au sein de la déchetterie. Les tonnages annuels associés sont définis ci-après :

Types de déchets	Tonnage maximal annuel (en t)
Déchets en mélange dont :	-
Déchets non dangereux d'activité économique	700
Papiers, cartons	200
Journaux, revues, magazines	100
Pneumatiques (pneus usagés)	30
Déchets verts	1500
Plastiques	100
Déchets dangereux (aérosols, emballages ayant contenu des solvants, peinture...)	4
Amiante non friable	200
Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE)	200
Ferrailles / métaux	250
Déchets de démolition, rénovation, construction (gravats)	2000
Bois de classe A (biomasse), B et C	310

Article 5.10.2.2. Déchets interdits

Seront interdits les déchets suivants :

- les ordures ménagères brutes,
- les déchets présentant l'une des caractéristiques suivantes : explosif, radioactif, contaminé, amiante non liée, infectieux,
- Aucun déchet issu d'emballage étiqueté :
 - R26, R27, R28, R39/26/27/28, R23, R24, R25, R39/23/24/25 et R48/23/24/25 ou H330, H310, H300, H370, H331, H311, H301 et H372 : toxique ou très toxique.
 - R10, R11, R12, ou R17 ou à point éclair inférieur à 100°C soit des liquides de catégorie A (extrêmement inflammable), B (à point éclair inférieur à 55°C) ou C (à point éclair compris entre 55 et 100°C) ou H224, H225 ou H2;

TITRE 6 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS**CHAPITRE 6.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES****ARTICLE 6.1.1. AMÉNAGEMENTS**

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

ARTICLE 6.1.2. VÉHICULES ET ENGINs

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R 571-1 à R 571-24 du code de l'environnement.

ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 6.2. NIVEAUX ACOUSTIQUES**ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE****Article 6.2.1.1. Définitions**

Les zones d'émergence réglementée (ZER) sont définies comme suit :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'arrêté d'autorisation de l'installation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse),
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'arrêté d'autorisation,
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (mesurés lorsque l'installation est en fonctionnement) et les niveaux sonores correspondant au bruit résiduel (installation à l'arrêt).

Article 6.2.1.2. Valeurs limites d'émergence

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

ARTICLE 6.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES	6.2.2.1.1. PÉRIODE DE NUIT Allant de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)	6.2.2.1.2. PÉRIODE DE JOUR Allant de 7 h à 22 h (sauf dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	60 dB(A)	70 dB(A)

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.1 dans les zones à émergence réglementée.

ARTICLE 6.2.3. LOCALISATION DES POINTS DE MESURE

Les zones à émergence réglementée (ZER) sont représentées par les habitations au Sud-Ouest du site (point 3 sur la carte ci-après).

Les points de mesure des niveaux sonores, lors des contrôles des niveaux sonores sont choisis de manière à être représentatifs du niveau de bruit résiduel de la zone d'implantation ainsi que des activités du site. En particulier, les points seront à minima les suivants :

- point 1 : en limite de propriété, côté Sud-Est ;
- point 2 : en limite de propriété, côté Nord, le long de l'autoroute A29 ;
- point 3, en limite de la zone à émergence réglementée (ZER), côté Sud-Ouest, à proximité des habitations au Sud-Ouest du site.

Ces points sont représentés sur la carte ci-après :

ARTICLE 6.2.4. MESURES DE PRÉVENTION CONTRE LES NUISANCES SONORES

Afin de limiter l'impact sonore des activités du site, un merlon est édifié en périphérie du site. Les caractéristiques de ce merlon sont prescrites au chapitre 8.2 des présentes prescriptions.

CHAPITRE 6.3. VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1. CARACTÉRISATION DES RISQUES

ARTICLE 7.1.1. INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES PRÉSENTES DANS L'ÉTABLISSEMENT

L'inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tient compte.

ARTICLE 7.1.2. ZONAGE DE DANGERS INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Les installations sont conçues et aménagées de façon à réduire autant que faire se peut les risques d'incendie et d'explosion et à limiter toute éventuelle propagation d'un sinistre. Elles sont pourvues de moyens de secours contre l'incendie appropriés à la nature et aux quantités de matières et de déchets entreposés.

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque et les **consignes** à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces **consignes** doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

CHAPITRE 7.2. INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

ARTICLE 7.2.1. ACCÈS, CIRCULATION ET ORGANISATION

Article 7.2.1.1. Circulation interne

Les accès aux issues de l'établissement ainsi que les voies de circulation à l'intérieur de l'établissement sont clairement fléchés pour diriger au mieux les véhicules et les piétons à l'intérieur du site.

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. La signalisation destinée à faciliter et réglementer les déplacements des véhicules à l'intérieur de l'établissement est conforme à celle imposée par le code de la route.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.

Les stockages sont effectués de manière à ce que toutes les voies de circulation et issues soient largement dégagées. Les matériels non utilisés sont regroupés hors des allées de circulation.

Le stationnement des véhicules devant les issues ou sur les voies de circulation n'est autorisé que pendant le temps des opérations de chargement et déchargement.

Toutes les voies de circulation et de stationnement sont régulièrement nettoyées et entretenues.

Article 7.2.1.2. Caractéristiques des voies de circulation

De façon à permettre l'intervention des moyens de secours sur le site, les voiries sont maintenues en état de propreté et dégagées. Elles respectent les caractéristiques suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 4 mètres ;
- hauteur libre : 3,5 m ;
- résistance à la charge : 13 tonnes.

Article 7.2.1.3. Gardiennage et contrôle des accès

L'établissement est entièrement clôturé (2 mètres minimum) et isolé par une séparation physique (merlon) avec plusieurs portails d'accès des véhicules légers et poids lourds. Tous ces accès sont contrôlés, que ce soit en façade pour le personnel et les visiteurs ou à l'arrière du site pour les véhicules de livraison et d'expéditions.

Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Toutes les issues ouvertes doivent être surveillées et gardées pendant les heures d'exploitation. Elles sont fermées à clef en dehors de ces heures.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin.

Article 7.2.1.4. Accessibilité au site

Un aménagement type « tourne à gauche » est réalisé en concertation avec le Département de Seine-Maritime au carrefour des routes départementales 20 et 240.

L'exploitant met en place une signalétique adaptée aux abords de l'installation sur ces routes. Celle-ci est accrue avant la réalisation des travaux susvisés.

Article 7.2.1.5. Organisation des stockages de déchets et dispositions constructives

Les déchets accueillis sur le site sont stockés temporairement en îlots ou en cases grâce à des parois modulables. Celles-ci présentent les caractéristiques d'être coupe-feu de degré deux heures, quand il s'agit de déchets inflammables type bois, papiers, cartons.

Les auvents de stockage de la zone de tri (stockage balles) sont isolés du bâtiment production par des murs coupe-feu de degré 2 heures dépassant de 1 mètre en toiture et avec des portes d'intercommunication de même degré.

Le bâtiment production (chaînes de tri, hors auvent) est équipé d'un dispositif de désenfumage à raison de 1 % de sa superficie et la mise en place de canton de désenfumage d'une superficie maximale de 1600 m² et d'une longueur maximale de 60 m.

Le bâtiment principal (ligne plastique) comprend des murs, ossatures béton REI 120 et dispose de casiers mégablocs REI 120 entre l'installation de production et entre les stockages. Il est équipé d'un dispositif de désenfumage de 1 à 2 % de sa superficie, assuré par 1 % d'exutoires à commande manuelle et automatique et 1 % de matériaux fusibles, de RIA alimentés par une réserve incendie et des surpresseurs et d'un système d'aération en façade.

Le site est doté d'un système d'alarme sonore fixe, conforme aux normes en vigueur et distinct des autres signaux sonores utilisés dans l'établissement, audible de tout point du bâtiment pendant le temps nécessaire à l'évacuation avec une autonomie minimale de 5 minutes.

Le fonctionnement du dispositif d'alarme est assuré au moyen de commandes judicieusement réparties.

Le choix du matériel d'alarme est laissé à l'initiative de l'exploitant.

ARTICLE 7.2.2. BÂTIMENTS ET LOCAUX

À l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Les bâtiments disposent de suffisamment d'issues de secours conformément à la réglementation en vigueur.

L'exploitant veille :

- à créer des issues de telle sorte qu'il n'existe pas de cul-de-sac de plus de 10 m et que la distance à parcourir pour gagner un escalier en étage ou en sous-sol ne soit pas supérieure à 40 m, le débouché de celui-ci au niveau du rez-de-chaussée devant s'effectuer à moins de 20 m d'une sortie de secours,
- à ce que les dégagements (sorties, sorties de secours, circulations horizontales et verticales, etc.) soient maintenus libres en permanence afin de permettre une évacuation sûre et rapide du personnel. Une signalisation indiquera le chemin vers la sortie la plus proche.

ARTICLE 7.2.3. INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES – MISE À LA TERRE

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil.

Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.

Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

ARTICLE 7.2.4. MOYENS DE SECOURS

Avant la mise en service des installations, l'exploitant fait réceptionner les travaux de réalisation des moyens de défense extérieure contre l'incendie (hydrants ou réserve d'eau) en présence d'un représentant du Service Départemental d'Incendie et

de Secours et transmettre un exemplaire du rapport au Groupement PRÉVENTION – Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours – 6, Rue du Verger – BP 78 – 76 192 YVETOT CEDEX.

Ce compte rendu de réception est transmis à l'inspection des installations classées en même temps que la déclaration de début d'exploitation (cf. article 1.1.1).

CHAPITRE 7.3. GESTION DES OPÉRATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES POUVANT PRÉSENTER DES DANGERS

ARTICLE 7.3.1. CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINÉES À PRÉVENIR LES ACCIDENTS

Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien, etc.), doivent faire l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction de fumer ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du dépôt ;
- l'obligation du « permis d'intervention » ou « permis de feu » ;
- les procédures de mise en sécurité de l'installation (électricité, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.

ARTICLE 7.3.2. VÉRIFICATIONS PÉRIODIQUES

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mises en œuvre ou entreposées des substances et préparations dangereuses, ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient, en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement de conduite et des dispositifs de sécurité.

ARTICLE 7.3.3. INTERDICTION DE FEUX

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

ARTICLE 7.3.4. FORMATION DU PERSONNEL

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité.

Les exercices de manœuvre des moyens de secours ont lieu au minimum tous les 6 mois.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant du respect des dispositions du présent article.

ARTICLE 7.3.5. TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.

Article 7.3.5.1. « Permis d'intervention » ou « permis de feu »

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne doivent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure,

le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

CHAPITRE 7.4. PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 7.4.1. ORGANISATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Une **consigne** écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation et, plus généralement, aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

l'ensemble des installations doit être conçu, réalisé, entretenu et exploité de façon qu'il ne puisse y avoir, même en cas d'accident, de déversement direct ou indirect de matières dangereuses, toxiques ou polluantes pour l'environnement vers les égouts ou le milieu naturel.

Article 7.4.1.1. Consignes en cas de pollution

L'exploitant doit établir une **consigne définissant la conduite à tenir en cas de pollution accidentelle**.

L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que des produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

Article 7.4.1.2. Consignes en cas d'incendie

L'exploitant doit établir une **consigne définissant la conduite à tenir en cas d'incendie**. Celle-ci doit notamment indiquer le dispositif mis en place pour la rétention des eaux d'extinction d'incendie et leur évacuation dans des filières dûment autorisées, notamment en cas de dépassement des valeurs limites de rejet indiquées au titre 4 des présentes prescriptions.

ARTICLE 7.4.2. ÉTIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PRÉPARATIONS DANGEREUSES

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 litres portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

ARTICLE 7.4.3. ATELIERS

Le sol des ateliers doit être étanche, incombustible et équipé de façon à ce que les produits répandus accidentellement et tout écoulement (eaux de lavage ...) puissent être drainés vers une capacité de rétention appropriée aux risques.

ARTICLE 7.4.4. RÉTENTIONS

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

ARTICLE 7.4.5. RÉSERVOIRS

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

ARTICLE 7.4.6. RÈGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RÉTENTION

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 7.4.7. STOCKAGE SUR LES LIEUX D'EMPLOI

Les produits considérés comme des substances ou des préparations dangereuses (l'oxygène en particulier) sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

ARTICLE 7.4.8. TRANSPORTS – CHARGEMENTS – DÉCHARGEMENTS

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches, incombustibles et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

En particulier, les transferts de produits dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes particulières.

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

ARTICLE 7.4.9. ÉLIMINATION DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée.

CHAPITRE 7.5. MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS**ARTICLE 7.5.1. DÉFINITION GÉNÉRALE DES MOYENS**

L'exploitant met en œuvre des moyens d'intervention (extincteurs) conformes à l'étude des dangers, adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur le site.

En particulier, le bâtiment production est équipé de Robinets d'Incendie Armés (RIA) et des extincteurs adaptés au risque sont disposés tous les 200 m² de plancher sur l'ensemble du site

Un plan localisant les extincteurs et RIA est disponible et affiché sur le site.

ARTICLE 7.5.2. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.5.3. RESSOURCES EN EAU

En référence au document technique D9, le débit d'eau d'extinction requis pour l'installation s'élève à 500 m³/heure pendant 2 heures. Ce débit peut être minoré si des mesures de prévention et de protection complémentaires sont mises en place dans les bâtiments tels que :

- recoupements par murs coupe-feu avec blocs portes coupe-feu permettant de réduire la surface de référence ;
- installation d'extinction automatique...

Trois réserves incendie (bassins) sont présentes sur le site :

Localisation	Volume
bassin n°1 à l'ouest de la déchetterie	250 m ³
bassin n°2 au sud du site, à l'Ouest du bâtiment DAE DD	500 m ³
bassin n°3 à l'ouest du site (en aval du bassin de régulation)	1200 m ³

Ces réserves incendie sont équipées d'aire de mise en aspiration et installées dans des zones non exposées aux effets thermiques.

ARTICLE 7.5.4. PROTECTION DES MILIEUX RÉCEPTEURS**Article 7.5.4.1. Bassin de confinement et bassin d'orage**

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés au bassin de régulation de 6000 m³, à l'Ouest du site, étanche aux produits collectés avant rejet vers la réserve incendie de 500m³. La vidange doit suivre les principes imposés par le chapitre 4.3 relatif aux eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Notamment, une vanne de coupure manuelle permet d'interrompre le déversement du bassin de régulation dans la réserve incendie. Ce dispositif ainsi que l'intégrité du bassin de régulation font l'objet d'une maintenance et d'un contrôle visuel régulier.

Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage doit être collecté dans un bassin de confinement équipé d'un déversoir d'orage placé en tête.

Le bassin de régulation est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à l'isolement l'aval de ce bassin (rejet vers le séparateur d'hydrocarbures noté 2 puis réserve incendie puis rejet vers le bassin de régulation) doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.

TITRE 8 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

CHAPITRE 8.1. AMÉNAGEMENT DU SITE

Lors de phase de travaux du site (aménagement, conception, construction et mise en place des installations, clôture, marquage, éclairage...), l'exploitant est tenu de se conformer aux dispositions indiquées ci-après afin de limiter les nuisances.

Article 8.1.1.1. *Limitation des émissions de poussières et de boues*

Les actions suivantes sont mises en place afin de limiter les émissions de poussières et boues lors du chantier :

- Système de drainage provisoire des terrains par fossés drainants ayant le bassin d'infiltration comme exutoire ;
- Arrosage régulier du sol si nécessaire en cas de temps sec pour éviter la production de poussières ;
- Dès que possible, couverture des plates-formes par les couches de finition (béton, complexe de voiries).

Article 8.1.1.2. *Limitation de la circulation*

Les livraisons des matériaux utilisés pour les aménagements sont réalisées durant les horaires de travail du chantier en évitant les périodes de trafic de pointes.

Article 8.1.1.3. *Limitation des nuisances sonores*

Les moyens à mettre en œuvre pour éviter les nuisances sonores pour le personnel sur le chantier et pour les riverains en limite de chantier sont notamment (liste non exhaustive) :

- emploi de matériel contrôlé conforme à la réglementation ;
- éviter la marche arrière des engins (mise en place d'un sens de circulation) ;
- piquage du béton frais ;
- horaires des travaux adaptés ;
- mode constructif des planchers : poutres préfabriquées = pré-dalles.

Ces moyens sont à adapter au contexte du chantier et pourront être revus en fonction des spécificités de celui-ci.

L'inspection des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à des mesures de niveaux sonores, conformément aux titres 6 et 9 des présentes prescriptions et de prendre des mesures adaptées le cas échéant.

Article 8.1.1.4. *Mesures d'accompagnement concernant la faune et la flore existantes avant travaux*

Avant tous travaux de terrassement du site impactant sur la faune et la flore existantes, l'exploitant fait procéder à un recensement des espèces présentes et se fait préconiser des recommandations pour favoriser leur préservation ainsi que les habitats. Ces recommandations ainsi que les actions réalisées sont présentées dans le mémoire transmis à l'inspection des installations classées, conformément à l'article 1.1.1 des présentes prescriptions.

CHAPITRE 8.2. ÉDIFICATION ET ENTRETIEN DES MERLONS

ARTICLE 8.2.1. PRÉSENTATION

Un merlon paysager est édifié autour du site, dans les limites de propriété, permettant :

- de favoriser l'intégration paysagère du bâti : aménagement original donnant du volume aux plantations et créant des zones abritées du vent et du bruit ;
- de maintenir et d'exprimer la biodiversité : la création de buttes, talus ou fossés multiplie les différents types de milieux naturels (plus ou moins ensoleillé, plus ou moins humide, plus ou moins éventé) et développe donc les conditions de vie d'un plus grand nombre d'espèces animales et végétales ;
- de valoriser les déblais sur site et d'éviter ainsi les perturbations liées à leur évacuation (transport) : les terres déplacées à cause des aménagements du site seront utilisées pour la création du merlon ;
- de limiter les impacts visuel, acoustique et lumineux des installations ;
- de sécuriser le site ;
- de retenir et stopper les éventuels envols à l'intérieur du site ;
- de créer un rideau d'arbres pour lutter contre le vent.

Le merlon est paysagé selon le principe des clos-masures (haie cauchoise), constituant un riche patrimoine arboré.

La hauteur du merlon est différente selon les endroits :

Hauteur du merlon	Lieu
3 mètres	À l'Est de l'entrée du site sur une centaine de mètres
6 mètres	En limite Nord du site (le long de l'autoroute A29)
9 mètres (replat à 4,50 mètres)	En limites Ouest et Sud du site

Ces merlons sont édifiés dès la phase chantier (cf. chapitre 8.1 des présentes prescriptions) et sont aménagés dès que la saison est propice aux plantations. Dans la mesure du possible, ils sont plantés **avant la mise en service** des installations et

au plus tard, après demande et justification auprès de l'inspection des installations classées, dans un délai **d'un an après la mise en service** des installations.

Cette action sera indiquée dans la déclaration de mise en service des installations prévue à l'article 1.1.1 des présentes prescriptions.

ARTICLE 8.2.2. AMÉNAGEMENTS

Pour le merlon de 9 mètres de hauteur, les chemins d'accès séquentent le talus en 3 parties distinctes : un chemin de crête, un chemin disposé à 4,50 m sous le chemin crête et enfin un chemin en pied de talus. Ces replats permettent de casser visuellement l'effet de masse du remblai.

Les merlons de hauteur inférieure disposent également d'un chemin en pied de talus.

Le talus est planté d'arbres de haut-jet entre le replat et le pied de talus (hêtres, chênes, frênes, ainsi que charmes et châtaigniers). Les arbres sont plantés densément, en travers de la pente, disposés sur deux rangs, en quinconce afin qu'ils soient en concurrence et se développent davantage en hauteur qu'en épaisseur. Cette situation favorise l'élagage naturel.

La haie est plantée avec des alignements mixtes d'essences de haut-jet dont les vitesses de pousse des espèces sont équivalentes :

- arbres à croissance modérée : hêtre/chêne pédonculé/chêne sessile/charme
- arbres à croissance rapide : frêne/érable plane/érable sycomore/merisier/châtaignier.

Entre les essences de haut-jet, des arbustes viendront créer une strate buissonnante (le bourrage) organisée comme suit :

- bourrage composé de noisetier, châtaignier, associé aux arbres à croissance rapide ;
- bourrage composé d'amélanchier, d'aubépine, cornouiller mâle, cornouiller sanguin, fusain d'Europe, houx commun, sureau noir, troène commun, viorne lantane et viorne obier.

Ces arbustes sont plantés entre les arbres de haut-jet tous les mètres.

Parallèlement à la plantation de la haie cauchoise, les pentes des talus sontensemencées avec un gazon rustique à mélange extensif, composé de trèfle aux feuilles extra-fines et au maillage particulièrement dense pour association graminées à gazon. Ce choix de gazon est compatible avec le maintien de la biodiversité (plante mellifère). l'engazonnement permet de stabiliser les pentes des talus et lutter contre l'érosion.

ARTICLE 8.2.3. ENTRETIEN

Le merlon ainsi édifié ainsi que l'ensemble des espaces verts du site font l'objet d'entretien régulier (taille, tonte, broyage, remise en état...).

Ces opérations d'entretien sont réalisées durant les périodes de fonctionnement du site, en toute sécurité et de manière à ce qu'elles présentent le moins de nuisances possibles.

TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS**CHAPITRE 9.1. PROGRAMME DE SURVEILLANCE****ARTICLE 9.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME DE SURVEILLANCE**

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de ses effets. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données du programme de surveillance.

CHAPITRE 9.2. MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DU PROGRAMME DE SURVEILLANCE**ARTICLE 9.2.1. GÉNÉRALITÉ**

L'exploitant met en œuvre la surveillance prévue à l'annexe II et III de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 au plus tard le 17 août 2022.

ARTICLE 9.2.2. SURVEILLANCE DES EAUX RÉSIDUAIRES

Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :

Sorties des séparateurs Hydrocarbures (notés 1 – aire de distribution du carburant, et 2 – avant réserve incendie et bassin d'infiltration) et du système d'assainissement non collectif de 20 EqH - avant bassin de régulation.

Paramètre	Fréquence	Méthode d'analyse de référence
Matières en suspension	Annuelle	NF EN 872
Demande Chimique en Oxygène (DCO)		-
Demande Biologique en Oxygène 5 jours (DBO5)		-
Hydrocarbures totaux		NF EN ISO 9377-2
Métaux totaux (Zn + Cu + Ni + Al + Fe + Cr + Cd + Pb + Sn)		-
Température		-
pH		-
Couleur (platine)		-

ARTICLE 9.2.3. SURVEILLANCE DES DÉCHETS**Article 9.2.3.1. Analyse et transmission des résultats de la surveillance des déchets**

L'exploitant se conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 décembre 2005 susvisé relatif à la déclaration annuelle à l'administration, pris en application des articles 3 et 5 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets.

Les résultats de la surveillance des déchets dangereux produits sont présentés selon un registre ou un modèle établi en accord avec l'inspection des installations classées ou conformément aux dispositions nationales lorsque le format est prédéfini. Ce récapitulatif prend en compte les types de déchets produits, les quantités et les filières d'élimination retenues.

L'exploitant doit utiliser pour ses déclarations la codification réglementaire en vigueur.

L'exploitant consigne sur un registre (ou sous forme électronique) tenu à la disposition de l'inspection des installations classées la liste des déchets non admis sur le site et les raisons du refus.

L'exploitant reporte également sur un autre registre (ou sous forme électronique) les résultats de toutes les analyses prévues dans le cadre de la **procédure d'acceptation préalable**, ainsi que toutes les entrées de déchets sur le site (masse, nature, producteur, transporteur, provenance).

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées un récapitulatif des déchets admis sur le site et refusés.

ARTICLE 9.2.4. SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES**Article 9.2.4.1. Mesures périodiques**

Une mesure de la situation acoustique doit être effectuée **dans un délai de trois mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les 3 ans**, par un organisme ou une personne qualifié dont le choix sera communiqué

préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle doit être effectué par référence au plan inséré à l'article 6.2.3 des présentes prescriptions, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.

La mesure des émergences doit être évaluée et mesurée durant des phases représentatives de l'exploitation (exemple du broyage des métaux, concassage des déchets inertes...).

ARTICLE 9.2.5. SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES

Article 9.2.5.1. Surveillance des rejets atmosphériques

L'exploitant procède à au moins deux mesures des concentrations des paramètres cités à l'article 3.2.3 des émissions canalisées des émissaires au cours d'une phase de désamiantage réalisés sur des unités ferroviaires différentes ainsi qu'à chaque intervention notable sur les dispositifs de filtration des poussières. Les rejets canalisés et les analyses sont réalisés conformément aux normes en vigueur (amiante : NF EN ISO 16000-7 et poussières : NF X 44052 et NF EN 13284-1) par un organisme accrédité COFRAC. Les frais qui en résulteront seront à sa charge.

L'exploitant met en place une surveillance dans l'environnement de ses rejets atmosphériques (canalisés et diffus) issus des activités de désamiantage.

Mesure de l'impact des rejets atmosphériques dans l'environnement :

L'exploitant met en place une surveillance environnementale en dehors de son site en procédant à au moins deux mesures des concentrations sur les fibres d'amiante et le plomb par an au cours d'une phase de désamiantage réalisés sur des unités ferroviaires différentes et dans le cas de traitement de métaux recouverts de peinture au plomb.

L'exploitant propose un programme de surveillance environnementale (nombre et positionnement de points et méthode de mesure, les types de polluants dont a minima les fibres d'amiante, le plomb et tous métaux jugés pertinents dans le cadre de l'inventaire prévu à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 et les poussières PM10 avant sa mise en œuvre qui est validé par l'inspection des installations classées. L'exploitant réalise un état « zéro » du site à minima sur les types de polluants précédents avant le démarrage des activités de désamiantage. Les analyses sont réalisées conformément aux normes en vigueur par un organisme accrédité COFRAC. Les frais qui en résulteront seront à la charge de l'exploitant.

L'exploitant transmet annuellement à monsieur le préfet de Seine-Maritime les résultats de la surveillance dans l'environnement de ses rejets atmosphériques canalisés et diffus issus des activités de désamiantage ainsi que ceux de la surveillance environnementale en dehors de son site dans le but de déterminer l'intensité des retombées atmosphériques sur l'environnement).

CHAPITRE 9.3. SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS

ARTICLE 9.3.1. ACTIONS CORRECTIVES

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du chapitre 9.2, notamment celles de son programme de surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines, les sols ou l'air fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R.512-8.II.1° du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant doit mettre en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

ARTICLE 9.3.2. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE LA SURVEILLANCE

Sans préjudice des dispositions de l'article R.512-69 du code de l'environnement, l'exploitant transmet sans délai à l'inspection des installations classées les résultats des mesures réalisées au titre de son programme de surveillance des émissions sonores, des émissions dans l'eau et dans l'air.

Les résultats de l'ensemble des analyses réalisées dans le cadre du programme de surveillance des émissions et de leurs effets sont tenus à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

ARTICLE 9.3.3. TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE LA SURVEILLANCE DES DÉCHETS

Les justificatifs évoqués à l'article 8.2.2 doivent être conservés trois ans.

CHAPITRE 9.4. BILANS PÉRIODIQUES

ARTICLE 9.4.1. BILANS ET RAPPORTS ANNUELS

Article 9.4.1.1. Bilan environnement annuel

L'exploitant déclare chaque année au ministre chargé de l'environnement les données listées par l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

La déclaration des données d'émission d'une année est effectuée avant le **1er avril** de l'année suivante si elle est faite par télédéclaration, et avant le **15 mars** si elle est faite par écrit. Cette déclaration est informatisée et se fait via le site Internet GEREP.

Article 9.4.1.2. *Dossier de réexamen au titre de la directive IED*

Les installations autorisées par le présent arrêté sont visées par la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (« IED ») pour ses activités d'élimination ou valorisation des déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour, mélange et reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520, activités visées principalement par le BREF traitement des déchets.

Le réexamen des conditions d'exploitation doit être effectif dans les quatre années qui suivent l'adoption des conclusions MTD relatifs au traitement des déchets. Pour cela, l'exploitant remettra le dossier de réexamen prévu par la réglementation en vigueur suivant les échéances demandées par cette même réglementation.

TITRE 10 - ÉCHÉANCES ET PÉRIODICITÉ DE CONTRÔLES

Articles	Types de mesure à prendre	Date d'échéance / Périodicité
1.1.1 1.4	Déclaration de mise en service des installations	Dès mise en service des installations et dans un délai de 3 ans à compter de la notification de l'AP
1.6.3	Document attestant la constitution de garanties financières	Dès mise en service des installations et puis, après 4 et 7 années d'exploitation et/ou dès actualisation du montant
4.3.3.2 4.3.11.2	Justificatifs de réalisation de la micro station (SPANC)	Dès mise en service des installations
8.1.2.5	Descriptif des aménagements pour la conservation des espèces et habitats présents initialement sur le site	Dès mise en service des installations
8.2.1	Plantation des merlons	Avant la mise en service des installations ou un an après, après demande auprès de l'inspection des installations classées
1.6.3	Acte de cautionnement des garanties financières	Dès mise en service des installations
1.10.5	Surveillance des eaux souterraines	mai 2022 puis tous les 5 ans
2.7.1	Rapport d'accident ou d'incident à transmettre à l'inspection des installations classées	15 jours après la survenue d'un accident / incident
4.3.5	Inspection et nettoyage des installations de traitement d'eau Consignation sur un registre	Au minimum une fois par an
5.6.2.5	Déclaration des informations VHU de l'année n	31 mars de l'année n+1
9.2.1	Surveillance des eaux résiduaires	Une fois par an
9.2.3.1	Mesures des émissions sonores	3 mois après mise en service des installations autorisées puis tous les 3 ans
9.2.4	Surveillance des rejets atmosphériques	À la mise en service et au moins deux fois par an
9.2.4	Surveillance environnementale	Avant la mise en service des installations de désamiantage (état zéro) et au moins deux fois par an
9.2.4	Rapport annuel sur la surveillance des rejets atmosphériques	31 mars de l'année n+1
9.4	Déclaration des émissions GERE de l'année n	1 ^{er} avril année n+1

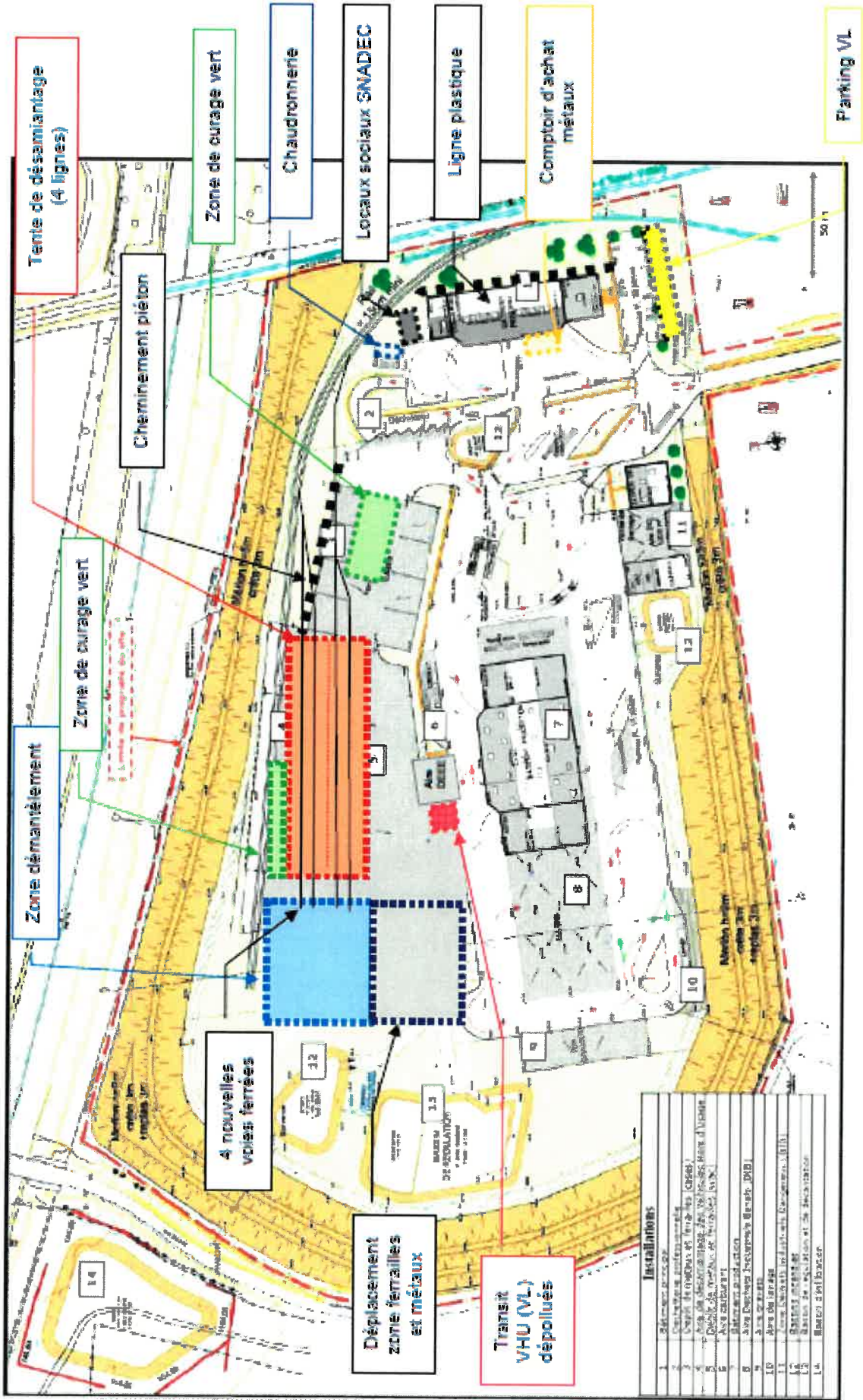
TITRE 11 - ANNEXES

Annexe 1 : Plan des installations

Annexe 2 : Plan des réseaux des effluents

Annexe 3 : Bordereau de suivi des Véhicules Hors d'Usage

Annexe 1 : Plan des installations



Annexe 2 : Plan des réseaux des effluents



Annexe 3 : Bordereau de suivi des Véhicules Hors d'Usage

- A remplir par l'émetteur du bordereau (centre VHU ayant assuré la prise en charge initiale du VHU) -

1. Emetteur du bordereau :	
N° d'agrément : _____	Date de validité : _____
N° de SIRET : [][][][] [][][][] [][][][]	
Nom (raison sociale) : _____	
Adresse : _____	
Tél : _____	Fax : _____
Mél : _____	
Nom de la personne à contacter : _____	
2. Installation de destination ou d'entreposage ou de conditionnement prévue :	
Opération prévue (libellé, ex : entreposage, conditionnement, traitement...) : _____	
N° d'agrément : _____	Date de validité : _____
N° de SIRET : [][][][] [][][][] [][][][]	
Nom (raison sociale) : _____	
Adresse : _____	
Tél : _____	Fax : _____
Mél : _____	
Nom de la personne à contacter : _____	
3. Conditionnement du ou des VHU :	
<input type="checkbox"/> en unités <input type="checkbox"/> en lots	
4. Identification du ou des VHU :	
N° d'ordre du ou des VHU concernés tels qu'il figurent dans le registre de police : _____	
N° d'ordre des lots sortants (le cas échéant) : _____	
5. Quantités :	
<input type="checkbox"/> en nombre : _____ <input type="checkbox"/> en tonnes : _____	
6. Déclaration générale de l'émetteur du bordereau :	
Je soussigné _____ certifie que les renseignements portés dans les cadres ci-dessus sont exacts et établis de bonne foi.	
Nom : _____	
Date : ____ / ____ / ____	
Signature : _____	Cachet : _____

- A remplir par le transporteur -

7. Transporteur
 N° d'agrément :
 N° SIREN :
 Nom :
 Adresse :
 Tél. : Fax. :
 Mél :
 Personne à contacter :
 Récépissé n° : Département : Limite de validité :
 Mode de transport :
 Date de prise en charge : / /
 Signature:

- A remplir par l'installation de destination : traitement et/ou reconditionnement (centre VHU n°2) le cas échéant -

8. Expédition reçue à l'installation de destination :

N° d'agrément : _____ Date de validité : _____
N° SIRET :
Nom : _____
Adresse : _____
Personne à contacter : _____
Quantité réelle présentée : _____ tonne(s)
Date de présentation : ____ / ____ / ____
N° d'ordre des lots ou des VHU entrant : _____
Signataire : _____ Signature et cachet : _____
Date : ____ / ____ / ____

9. Réalisation de l'opération :

Description :

Je soussigné certifie que l'opération ci-dessus a été effectuée

NOM : _____
Date : ____ / ____ / ____ Signature et cachet : _____

10. Destination ultérieure prévue :

N° des lots sortant : _____
Traitement prévu : _____
N° d'agrément : _____
N° SIRET :
Nom : _____
Adresse : _____
Personne à contacter : _____
Tél. : _____ Fax. : _____
Mél : _____

- A remplir par l'installation de destination finale (broyeur) -

11. Expédition reçue à l'installation de destination :

N° d'agrément : _____ Date de validité : _____
N° SIRET :
Nom : _____
Adresse : _____
Personne à contacter : _____
Quantité réelle présentée : _____ tonne(s)
N° des lots entrant : _____
Date de présentation : ____ / ____ / ____
Lot accepté : oui non
Motif de refus : _____
Signataire : _____ Signature et cachet : _____
Date : ____ / ____ / ____

12. Réalisation de l'opération :

Description :

Je soussigné certifie que l'opération ci-dessus a été effectuée

Nom : _____
Date : ____ / ____ / ____ Signature et cachet : _____

L'original du bordereau suit le déchet. Une copie du bordereau complet revient au centre VHU ayant assuré la prise en charge initiale du VHU.